

L'objectif du Millénaire de réduire la pauvreté en Amérique latine et dans les Caraïbes



UNITED NATIONS



Commission économique
pour l'Amérique latine et les
Caraïbes (CEPALC)

ipea

Institut pour la recherche
économique appliquée
(IPEA)



Programme des Nations
Unies pour le
développement (PNUD)

Santiago, Chili, février 2003

Livres de la CEPALC

70

Ce rapport a été élaboré pour le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) et l'Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada (IPEA) du Brésil par l'équipe suivante: Ricardo Paes de Barros, Dante Contreras, Juan Carlos Feres, Francisco H.G. Ferreira, Enrique Ganuza, Erwin Hansen, Phillippe George Leite, Luis Felipe López-Calva, Xavier Mancero, Fernando Medina, Rafael Diez de Medina, Rodrigo Montero, Jairo Núñez, Miguel Robles, Jaime Saavedra et Miguel Székely. Nous remercions les fonctionnaires de la Banque interaméricaine de développement (BID) et du PNUD qui ont apporté leurs commentaires à la version préliminaire.

Couverture: Gilabert&Domeyko

Publication des Nations Unies

LC/G.2188-P

ISBN: 92-1-221039-2

Copyright © Nations Unies, février 2003. Tous droits réservés

N° de vente. F.02.II.G.125

Imprimé aux Nations Unies, Santiago, Chili

Les demandes de reproduction de cet ouvrage doivent être adressées au Secrétaire du Comité de publications, siège des Nations Unies, New York 10017, Etats-Unis. Les états membres et les organismes gouvernementaux peuvent reproduire cet ouvrage sans autorisation préalable mais sont priés de mentionner la source et d'en informer les Nations Unies.

Table des matières

Avant-propos	9
Résumé	11
Introduction	15
I. Historique et contexte	19
II. Atteindre l'objectif: les macro-scénarios.....	25
III. Atteindre l'objectif: les micro-scénarios.....	39
IV. Conclusions et répercussions au niveau de l'action	45
Bibliographie	51
Annexes	
Annexe A: Annexe méthodologique	55
Annexe B: Annexe statistique	65

Tableaux, graphiques et encadrés

Tableaux

1	Information générale de base, 1999.....	21
2	Courbes d'isopauvreté: seuils, taux d'incidence et intersections.....	28
3	Réduire de moitié l'incidence de l'extrême pauvreté par rapport au seuil d'un dollar par jour	30
4	Réduire de moitié l'incidence de la pauvreté en ce qui concerne le seuil d'extrême pauvreté de la CEPALC.....	31
5	Les micro-scénarios sous-tendant le point C (suivant la trajectoire historique).....	41
6	Les micro-scénarios sous-tendant le point E (suivant l'approximation de l'idéal régional «Maxiland»)	42

Annexe statistique

B.1	Enquêtes sur les ménages et taux de change.....	65
-----	---	----

Graphiques

1	Courbes d'isopauvreté pour le Brésil et le Panama.....	26
2	Délais requis pour réduire de moitié l'extrême pauvreté dans la région.....	33
3	Relations des inégalités de la croissance en matière de réduction de la pauvreté en Amérique latine.....	36
4	Tous les chemins mènent-ils à l'idéal régional «Maxiland»?	38

Annexe A

A.1	Distributions cumulées originales, ciblées et simulées de l'éducation	62
-----	---	----

Annexe B

B.1	Courbes d'isopauvreté de l'Argentine	68
B.2	Courbes d'isopauvreté de la Bolivie	68
B.3	Courbes d'isopauvreté du Brésil.....	69
B.4	Courbes d'isopauvreté du Chili	69

B.5	Courbes d'isopauvreté de la Colombie	70
B.6	Courbes d'isopauvreté du Costa Rica	70
B.7	Courbes d'isopauvreté de la République dominicaine	71
B.8	Courbes d'isopauvreté de l'Équateur	71
B.9	Courbes d'isopauvreté d'El Salvador	72
B.10	Courbes d'isopauvreté du Guatemala.....	72
B.11	Courbes d'isopauvreté du Honduras	73
B.12	Courbes d'isopauvreté du Mexique.....	73
B.13	Courbes d'isopauvreté du Nicaragua.....	74
B.14	Courbes d'isopauvreté du Panama.....	74
B.15	Courbes d'isopauvreté du Paraguay	75
B.16	Courbes d'isopauvreté du Pérou.....	75
B.17	Courbes d'isopauvreté de l'Uruguay	76
B.18	Courbes d'isopauvreté du Venezuela	76

Encadrés

Annexe A

A.1	Vérification de l'équation 4	58
-----	------------------------------------	----

Avant propos

En l'an 2000, les dirigeants de 189 nations sont convenus d'apporter leur soutien à des objectifs internationaux de développement dénommés Objectifs de développement pour le Millénaire (ODM). Les ODM sont composés de huit objectifs de base, lesquels sont à leur tour divisés en 18 objectifs spécifiques conçus pour servir de schéma et de plan d'action. L'élan suscité par l'adoption de la Déclaration du Millénaire a été renforcé à la Conférence internationale sur le financement du développement tenue en mars 2002 qui a abordé l'étude des moyens de mobiliser les ressources aux fins du développement, en particulier de la réalisation des objectifs et cibles énoncés dans la Déclaration. Le Sommet mondial pour le développement durable, tenu à Johannesburg, Afrique du sud, en septembre 2002, a fait siens les ODM et les a placés au centre du plan de mise en œuvre du plan de développement durable à l'échelon mondial.

Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a été chargé de servir de "chef de campagne" du système des Nations Unies pour le suivi de la réalisation des ODM. Le PNUD a, avec la collaboration de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) et l'Institut pour la recherche économique appliquée (IPEA), travaillé avec une équipe de spécialistes de la région à l'élaboration d'une méthodologie novatrice permettant le suivi des progrès accomplis dans le respect de l'engagement de réduire la proportion de la population qui vit avec moins d'un dollar par jour d'ici 2015. A l'aide de cette méthodologie, les auteurs ont évalué les possibilités de 18 pays d'Amérique latine et des Caraïbes d'atteindre les objectifs de

réduction de la pauvreté et ont analysé l'incidence de différentes mesures de politique dans le combat contre la pauvreté.

Les auteurs signalent que les résultats obtenus suscitent à la fois une certaine dose d'optimisme et de préoccupation. En effet, d'une part, sept pays seulement sont ceux qui pourraient atteindre l'objectif de réduction de la pauvreté si leur comportement en termes de croissance économique et de réduction des inégalités reste similaire à celui des années quatre-vingt-dix. D'autre part, les transformations requises pour atteindre les objectifs semblent réalisables. Néanmoins, s'il apparaît que des réductions, si légères soient-elles, des inégalités peuvent avoir une incidence considérable sur la pauvreté, les niveaux particulièrement élevés d'inégalité existant dans la région se sont avérés jusqu'à présent particulièrement récalcitrants.

Le système des Nations Unies s'est attelé à la tâche d'assurer un suivi et une révision systématiques des progrès accomplis dans la réalisation des ODM, sur le plan des résultats obtenus, des tendances et des difficultés, sur la base de données ventilées et fiables. Le suivi à l'échelon national sera axé sur des rapports périodiques de la réalisation des ODM. Ces rapports relèveront du domaine public et seront destinés à un large éventail de destinataires, à savoir l'opinion publique, les médias, les experts et les décideurs. Les rapports sur les ODM serviront de catalyseurs pour mobiliser l'opinion publique et vivifier le débat quant à la façon d'appliquer les ODM en fonction de chaque situation nationale et de les associer aux priorités de développement et aux choix politiques.

José Antonio Ocampo

Secrétaire exécutif
CEPALC

**Roberto
Borges Martins**

Président
IPEA

Elena Martínez

Directeur régional pour
l'Amérique latine et les
Caraïbes
PNUD

Résumé

- Ce rapport est consacré à l'étude des conditions requises pour que 18 pays d'Amérique latine et des Caraïbes puissent réaliser l'objectif de réduction de l'extrême pauvreté énoncé dans la Déclaration du Millénaire dans le cadre des Objectifs de développement pour le Millénaire des Nations Unies.
- Les 18 pays envisagés dans ce rapport sont les suivants: Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Equateur, El Salvador, Guatemala, Honduras, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, République dominicaine, Uruguay et Venezuela.
- Ce rapport cherche à établir si chacun de ces pays sera ou non en mesure de réduire de moitié le taux d'extrême pauvreté tel qu'il était en 1999 (par rapport au seuil international de la pauvreté qui est de un dollar par jour et au seuil de pauvreté propre à chaque pays) d'ici à 2015.¹
- Deux scénarios sont étudiés pour chaque pays: le scénario "historique", basé sur l'extrapolation dans le futur de la dynamique de croissance et des inégalités observées dans les

¹ Le Plan de campagne pour la mise en œuvre de la Déclaration du Millénaire (Nations Unies, 2001) stipule que l'objectif est de réduire de moitié la proportion de l'extrême pauvreté existant en 1990. Cependant l'année 1999 a été délibérément considérée comme année de référence car il s'agit de la date la plus récente à laquelle il est possible de disposer de données sur les ménages dans un plus grand nombre de pays de la région.

années quatre-vingt-dix; et un scénario «optionnel». Le scénario optionnel correspond à une simulation du comportement qui permettrait à chaque pays de se rapprocher d'un idéal régional (dénommé "Maxiland" dans le rapport), à la fois plus riche et plus égalitaire que ne l'est actuellement n'importe quel pays de l'Amérique latine et des Caraïbes.

- Chacun de ces scénarios est simulé moyennant un simple procédé produisant des distributions contrefactuelles des revenus où les moyennes sont supérieures et les niveaux d'inégalité inférieurs à ceux enregistrés en 1999. Les paramètres de croissance et de réduction des inégalités ont été conçus de façon à produire toutes les combinaisons (positives) plausibles conduisant aux taux souhaités de réduction de la pauvreté. Des calculs ont alors été effectués pour déterminer les mesures à prendre par chaque pays pour atteindre son objectif par rapport aux deux seuils, selon les différentes trajectoires. Pour ce qui est du scénario optionnel, l'analyse envisage également un certain nombre de changements éventuels sur les plans de l'emploi, de la productivité, des réserves de capital humain et des transferts qui pourraient intervenir, du point de vue statistique, dans le cadre de la simulation des variations des inégalités et de la croissance globale.
- Les résultats du rapport suscitent à la fois une certaine préoccupation et à un optimisme (mesuré).
- Les simulations basées sur les résultats historiques des pays sont la source des préoccupations. Si les 18 pays de l'échantillonnage maintiennent les mêmes résultats que dans les années quatre-vingt-dix, 7 d'entre eux seulement seraient en mesure d'atteindre leurs objectifs de réduction de la pauvreté (par rapport au seuil de pauvreté international) d'ici à 2015, à savoir l'Argentine (avant la crise), le Chili, la Colombie, le Honduras, le Panama, la République dominicaine et l'Uruguay.
- Six autres pays continueraient d'atténuer l'incidence de l'extrême pauvreté, mais de façon plus lente, à savoir le Brésil, le Costa Rica, El Salvador, le Guatemala, le Mexique et le Nicaragua. Les cinq autres pays —la Bolivie, l'Équateur, le Paraguay, le Pérou et le Venezuela—, enregistreraient une hausse des niveaux d'extrême pauvreté résultant soit d'une aggravation des inégalités, soit de chutes du revenu par habitant, ou de ces deux facteurs.

- D'autre part, les simulations du scénario optionnel prêtent à un optimisme mesuré. Ce scénario, utilisé pour observer l'évolution des distributions du revenu dans les pays en cas d'augmentation progressive de la richesse et d'atténuation des inégalités, permet de constater que les changements requis dans chaque pays pour atteindre l'objectif de réduction de la pauvreté semblent relativement faisables.
- Par rapport au seuil international de pauvreté, ce scénario optionnel indique que 16 pays seraient en mesure d'atteindre l'objectif grâce à l'effet conjoint d'une croissance moyenne annuelle du PIB de 3%, voire moins si elle accompagnée de réductions cumulatives des inégalités de moins de 4%, à deux exceptions près, la Bolivie et El Salvador.
- Par rapport aux seuils d'extrême pauvreté propres à chaque pays, le scénario optionnel indique que deux pays seulement, —la Bolivie et le Nicaragua—, auraient besoin, pour atteindre l'objectif, d'un taux annuel de croissance du PIB par habitant de plus de 2% accompagné d'une réduction des inégalités de plus de 5%.
- Les résultats suggèrent dès lors que des réductions des inégalités, si légères soient-elles, peuvent avoir une incidence considérable en termes de réduction de la pauvreté. Pour la plupart des pays envisagés, une réduction de un à deux points du coefficient de Gini produirait le même effet, quant à la réduction de l'incidence de la pauvreté, qu'une croissance économique positive étalée sur plusieurs années. Les résultats décevants des efforts récents de lutte contre la pauvreté en Amérique latine et dans les Caraïbes s'expliquent en grande partie par le caractère particulièrement récalcitrant des graves inégalités existant dans la région. Là où il a été possible de réduire les inégalités, les résultats en matière de réduction de la pauvreté ont été notoires.
- S'il existe un avantage réciproque en termes statistiques entre les taux de croissance économique et de réduction des inégalités requis pour atteindre certains objectifs de pauvreté, rien ne démontre que la croissance et la réduction des inégalités peuvent se substituer l'une l'autre sur le plan économique. Au contraire, les données recueillies indiquent que les niveaux élevés d'inégalité existant dans la région constituent un frein à une croissance plus dynamique.

- L'exercice présenté dans ce rapport est fondé sur la simulation de dosages entre la croissance et la réduction des inégalités répondant sur le plan statistique aux niveaux requis de réduction de la pauvreté. Il serait souhaitable d'approfondir l'étude de dosages de politiques propres à engendrer une telle évolution de façon cohérente sur le plan économique.

Introduction

Au Sommet du millénaire tenu en l'an 2000, les 189 Etats membres de l'Organisation des Nations Unies, ainsi que les institutions internationales auxquelles appartiennent leurs pays, se sont engagés à atteindre un certain nombre d'objectifs de développement énoncés dans la Déclaration du Millénaire. Ces Objectifs de développement pour le Millénaire constituent l'expression concrète des attentes de la communauté internationale dans le domaine du progrès social à l'issue d'une série de conférences et de sommets internationaux dont le premier a été le Sommet mondial pour les enfants tenu en 1990.² En ce qui concerne la réduction de la pauvreté, l'objectif consiste à réduire de moitié entre 1990 et 2015 la proportion de la population qui vit dans l'extrême pauvreté. Cet objectif a été défini, dans un premier temps, par rapport à un seuil international de pauvreté d'environ un dollar des Etats-Unis (US\$ 1.00) par personne et par jour, aux prix des Etats Unis de 1985, convertis en monnaies nationales à la parité de pouvoir d'achat (PPA).³

² Voir Nations Unies (2000).

³ Le seuil de pauvreté de un dollar par personne et par jour a d'abord été utilisé par la Banque mondiale (1990) pour permettre les comparaisons internationales de l'extrême pauvreté. Le seuil original a été établi aux cours internationaux de 1985 convertis en monnaies nationales à la parité de pouvoir d'achat (PPA). La Banque mondiale (2001, p. 320) a ensuite actualisé le seuil à US\$ 1,08 par personne, aux cours internationaux de 1993. Dans ce rapport, ce seuil a été actualisé en fonction de l'indice des prix à la consommation des Etats-Unis de juin 1993 à juin 1999. En conséquence, le seuil de pauvreté original de US\$ 1,00 de 1985 par personne et par jour équivaut aujourd'hui à US\$ 1,24 aux cours de 1999. Ceci correspond à un seuil mensuel par personne de

La pauvreté est un phénomène social et économique complexe, à facettes et déterminants multiples. L'analyse présentée dans ce rapport s'abstrait quelque peu, sans en nier l'importance, du caractère multidimensionnel et de la spécificité contextuelle de la pauvreté, pour se centrer sur la nécessité universelle de réduire l'extrême pauvreté et l'indigence. Comme le signale Amartya Sen, il existe un "noyau irréductible absolu" dans la pauvreté (Sen, 1983, p. 332). Les chercheurs ont voulu, en se centrant sur l'aspect du revenu de l'indigence et en utilisant comme mesure l'incidence de l'extrême pauvreté, mettre en lumière les politiques économiques et les mesures susceptibles de conduire à son éradication.⁴

Lorsque la pauvreté est définie comme un agrégat de manque de revenus, sa réduction passe, dans tous les cas, par un dosage de croissance économique et de réduction des inégalités. Ce rapport a pour but d'illustrer les dosages de croissance économique et de réduction des inégalités qui permettraient à chacun des 18 pays d'Amérique latine et des Caraïbes d'atteindre leurs objectifs individuels du Millénaire en matière de pauvreté moyennant une réduction de moitié de l'extrême pauvreté par rapport au niveau de 1999. Il a été convenu de façon délibérée d'appliquer l'esprit des objectifs pour le Millénaire en matière de pauvreté (réduire de moitié l'extrême pauvreté) aux niveaux existant à la date la plus récente (1999) pour laquelle on dispose de données sur les ménages dans un grand nombre de pays de la région.⁵ Les 18 pays envisagés dans ce rapport sont les suivants: Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Equateur, El Salvador, Guatemala, Honduras, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, République dominicaine, Uruguay et Venezuela.

L'analyse présentée dans ce rapport est composée de la façon suivante: la section ci-après est consacrée à l'examen succinct de certains

US\$ 37.20, appliqué dans ce rapport à la plupart des pays. Les mêmes taux de conversion de PPA basé sur les prix à la consommation datant de 1993 ont été utilisés pour convertir le seuil de pauvreté en monnaie nationale. Cette méthodologie est expliquée plus en détails dans l'annexe statistique.

⁴ Si ce rapport est centré sur l'aspect du revenu de la pauvreté, plusieurs autres Objectifs de développement pour le Millénaire ont été fixés pour aborder de façon spécifique d'autres aspects complémentaires tels que l'alphabétisme, la santé, l'égalité des sexes et l'élimination de la malnutrition. Cette analyse examine plus particulièrement l'incidence de la pauvreté. La CEPALC (2002a) présente les deux autres mesures les plus courantes Foster, Greer & Thorbecke (1984) pour tous les pays analysés dans ce rapport.

⁵ En raison de ce changement, les simulations ne correspondent pas tout à fait aux conditions énoncées dans le "Plan de campagne pour la mise en œuvre de la Déclaration du Millénaire" (Nations Unies, 2001), où l'objectif consiste à réduire de moitié entre 1990 et 2015 la proportion de la population qui vit dans l'extrême pauvreté.

antécédents économiques utiles à l'analyse, ainsi que les données sur lesquelles il est fondé. Dans la section 2, les auteurs présentent les résultats du calcul de l'incidence de l'extrême pauvreté dans chaque pays en fonction de deux seuils de la pauvreté, à savoir le seuil international de pauvreté d'environ un dollar par personne et par jour, et un seuil de l'extrême pauvreté calculé de façon spécifique par la CEPALC pour chaque pays. Ils construisent ensuite la simulation d'un ensemble de distributions contrefactuelles des revenus pour chaque pays. Cette distribution est conçue de façon à obtenir exactement la moitié du taux de pauvreté original du pays, chacun étant dérivé de la distribution réelle de 1999 moyennant l'utilisation combinée de deux opérations simples: augmenter tous les revenus dans une même proportion (β) et réduire les inégalités dans une autre proportion fixe (α).

Il apparaît clairement qu'un objectif déterminé de pauvreté, tel que la réduction de moitié du niveau de 1999, peut être réalisé moyennant différentes combinaisons de taux de croissance économique (neutre en termes de distribution) (de $\beta\%$) et de réduction des inégalités (de $\alpha\%$). Les auteurs présentent donc l'ensemble des combinaisons de croissance (positive) et de réduction des inégalités (α, β)-binômes qui devraient produire les réductions de la pauvreté requises pour atteindre l'objectif pour le Millénaire. Ces combinaisons ont été dénommées ensembles d'isopauvreté ou, lorsqu'elles sont représentées sur un espace (α, β), courbes d'isopauvreté, et interprétées comme l'ensemble de combinaisons initiales pouvant produire les réductions de la pauvreté souhaitées par chaque pays signataire de la Déclaration du Millénaire.⁶

La section 3 va au-delà et propose une identité comptable qui permet d'envisager différentes façons de parvenir aux taux requis de croissance économique et de réduction des inégalités sur la base de différentes variations du coefficient d'occupation, des réserves disponibles de capital humain, sa productivité moyenne et des transferts publics. Les auteurs présentent ensuite un résumé et des conclusions dans la section 4.

⁶ Si chaque résultat est naturellement cohérent en termes statistiques avec le niveau visé de réduction de la pauvreté, les simulations n'apportent aucune information sur la cohérence en termes de comportement des opérateurs, aspect qui implique des questions de politique nettement plus complexes. Si la cohérence statistique ne suffit pas à garantir la validité de chacune de ces combinaisons, elle est néanmoins nécessaire pour atteindre l'objectif.

I. Historique et contexte

A l'issue de la décennie 1980 généralement médiocre, des expériences extrêmement diverses se sont données en matière de croissance et de réduction de la pauvreté dans toute la région de l'Amérique latine et des Caraïbes au cours des années quatre-vingt-dix. Bien que la plupart des pays aient connu des taux de croissance positifs du PIB par habitant, compensant de la sorte de façon partielle ou totale les pertes considérables enregistrées durant la décennie de la crise de l'endettement (les années quatre-vingt), les bénéfices sont restés modestes. Le PIB du Brésil s'est accru, en moyenne, de 1,0% par an durant la période 1990-1999. Sur cette même période et dans les mêmes conditions, la croissance a été de 1,4% pour le Mexique, de 1,5% pour la Bolivie, de 2,8% pour l'Uruguay et de 3,3% pour l'Argentine. Deux exceptions se détachent néanmoins aux deux extrêmes. Dans le haut de l'échelle, l'économie chilienne a connu un taux de croissance remarquable de 4,5% par habitant au cours de la même période, alors que dans le bas de l'échelle, le Paraguay connaissait un recul moyen annuel du PIB par habitant de 0,6% tout au long de la décennie.⁷

⁷ Ces taux de croissance (calculés sur la base du dollar constant de 1995) extraits d'études de la CEPALC (2002b) peuvent ne pas correspondre exactement aux taux de croissance de "la trajectoire historique" utilisés dans les micro-simulations des différents pays. Par ailleurs, les taux moyens annuels de croissance pour la période 1990-1999 sont présentés à titre d'information et le lecteur ne doit pas oublier qu'ils occultent souvent une très forte volatilité, comme le prouve le cas de certains pays qui, malgré une croissance solide, bien

Des disparités légèrement moins évidentes ont été observées quant au comportement des inégalités dans la distribution des revenus des ménages dans toute l'Amérique latine. Les niveaux d'inégalité sont, d'une manière générale, relativement stables.⁸ Sauf lors de périodes de bouleversements systémiques, par exemple de transition économique d'un système socialiste à un système de marché, les indicateurs globaux de l'inégalité subissent rarement de brusques variations. Cette généralisation mise à part, les pays repris dans l'échantillonnage ont, pour la plupart, présenté des changements nuls ou pratiquement nuls. Tel fut le cas du Brésil, El Salvador, du Guatemala, du Nicaragua, du Panama et de l'Uruguay. Toute règle présentant des exceptions, d'autres pays comme la Bolivie, l'Équateur, le Paraguay et le Venezuela ont connu des augmentations non négligeables du coefficient de Gini entre 1990 et 1999. Le Honduras, en revanche, a enregistré une baisse sensible des inégalités, de l'ordre de 8,3%.

Où ces résultats économiques mitigés situent-ils la région à l'aube du Millénaire? Le tableau 1 contient d'importantes statistiques sur les niveaux de vie moyens dans chaque pays (mesurés sur la base des statistiques du PIB par habitant extraites de la comptabilité nationale, ainsi que des chiffres relatifs aux revenus moyens des ménages par personne provenant des enquêtes sur les ménages); les inégalités (mesurées par le coefficient de Gini pour la distribution des revenus des ménages par personne); les taux de dépendance (mesurés par l'inverse, c'est-à-dire la proportion de la population âgée de plus de 15 ans); et la scolarisation (mesurée par le nombre moyen d'années de scolarité).

On constate d'emblée que la région est loin d'être homogène. Le PIB par habitant varie entre US\$ 473 par an au Nicaragua à US\$ 7 435 par an en Argentine (avant la crise). Si l'on suppose une relation entre les statistiques du PIB par habitant et les niveaux de vie matériels, ces chiffres indiquent que les argentins avaient accès à 16 fois plus de ressources en 1999 que les nicaraguayens.

que relativement modeste, dans les années quatre-vingt-dix, ont été victimes de graves récessions au début de ce siècle, à savoir l'Argentine, l'Équateur et l'Uruguay.

⁸ Voir à titre d'exemple, Deininger et Squire (1998).

Tableau 1
INFORMATION GENERALE DE BASE, 1999

Pays	PIB par habitant (US\$ par an)	Revenu moyen des ménages par personne ^b (US\$ par an)	Coefficient de Gini en 1999 ^b	Rapport Inverse de dépendance ^b (pourcentage)	Scolarisation moyenne ^b
Argentine	7 435	580,02	0,53	73,00	9,4
Bolivie	955	168,75	0,60	60,96	5,6
Brésil	4 225	594,35	0,64	70,00	6,0
Chili	5 129	474,98	0,55	72,00	9,8
Colombie	2 266	496,40	0,55	68,94	5,6
Costa Rica	3 706	394,00	0,49	63,53	7,5
République dominicaine	1 943	491,83	0,47	63,00	6,9
Equateur	1 404	158,13	0,56	63,72	6,4
El Salvador	1 753	148,00	0,52	64,10	6,2
Guatemala	1 551	257,00	0,58	56,00	4,1
Honduras	694	146,00	0,57	56,90	5,3
Mexique	4 577	662,50	0,57	60,87	5,9
Nicaragua	473	238,00	0,59	58,10	5,9
Panama	3 274	506,00	0,56	68,10	5,3
Paraguay	1 603	305,88	0,54	69,00	7,6
Pérou	2 310	178,12	0,50	65,94	7,6
Uruguay	6 016	570,43	0,44	75,00	9,3
Venezuela	3 037	365,20	0,49	70,00	7,1

^a CEPALC, *Statistical Yearbook for Latin America and the Caribbean 2001* (LC/G.2151-P), Santiago, Chili, 2002. Publication des Nations Unies, n° de vente E.02.II.G.1 (en dollars des Etats-Unis de 1995).

^b Selon les enquêtes sur les ménages; les revenus sont mensuels.

Les statistiques de la comptabilité nationale et les enquêtes sur les ménages mesurent les niveaux de vie moyens de façon très différente. Bien que la plupart des enquêtes sur les ménages utilisées dans ce rapport aient été ajustées en fonction de normes de procédure de la CEPALC, conçues en particulier pour corriger les erreurs d'information et les divergences par rapport à la comptabilité nationale, les résultats obtenus par ces deux mesures restent très différents. Ceci est dû, du moins en partie, aux différences entre les méthodes et les questionnaires des instruments d'enquête utilisés dans chaque pays. Le tableau B.1 de l'annexe statistique présente une synthèse des propriétés de chacune des enquêtes sur les ménages utilisées dans l'étude. L'annexe contient également un résumé succinct des ajustements effectués par la CEPALC, ainsi que de la méthode utilisée pour calculer le taux de change à parité de pouvoir d'achat (PPA) pour chaque pays.

Cependant, les disparités signalées pour les revenus moyens des ménages par personne dans la deuxième colonne du tableau 2 confirment la diversité des niveaux de vie dans toute la région. La classification de

chaque pays varie quelque peu mais les différences, par exemple, entre d'une part, le Honduras ou El Salvador, avec moins de US\$ 150 par mois et, d'autre part, l'Argentine ou le Mexique, avec plus de US\$ 580, restent considérables. Ces écarts reflètent, sans toutes les expliquer, les différences de scolarisation entre ces pays. Par exemple, une différence de plus de quatre années complètes de scolarité pour les adultes séparent la Bolivie ou la Colombie (5.6 ans) du Chili (9.8 ans).

Si les disparités entre les pays de la région sont considérables, les inégalités le sont encore bien davantage au sein de chaque pays. L'Amérique latine et les Caraïbes occupent la première place en termes d'inégalité parmi les régions du monde (voir, par exemple, Banque mondiale, 2001) En effet, les coefficients des revenus de Gini présentés dans la troisième colonne du tableau ci-dessus, qui varient entre 0.44 en Uruguay à 0.64 au Brésil, sont tous très élevés par rapport aux moyennes internationales. A titre de comparaison, les coefficients moyens de Gini dans d'autres régions durant la décennie 1990 varient entre 0.29 en Europe de l'est à 0.47 en Afrique subsaharienne. Les pays à revenu élevé ont connu une moyenne de 0.34 durant la décennie (Ahuja et al., 1997, p. 26). S'il est vrai, certes, que les coefficients de Gini de tous les pays d'Amérique latine, sans exception, sont supérieurs aux moyennes internationales et de l'OCDE, il n'en reste pas moins vrai que ce coefficient a présenté, dans la région, une variation qui ne peut être ignorée. Finalement, 20 points de Gini séparent l'Uruguay du Brésil, ce qui équivaut à pratiquement la moitié de l'inégalité mesurée dans ce premier pays.

Quelles sont les répercussions, en termes de pauvreté, de toutes ces expériences récentes et de cette diversité sur les niveaux de vie moyens et la distribution? Ces éléments se traduisent, logiquement, par une variation tout aussi considérable entre les pays.

D'une manière générale, les mesures de la pauvreté, et l'incidence de la pauvreté en particulier, sont définies par rapport à certains seuils spécifiques et varient donc considérablement selon chacun d'entre eux. Dans le cadre de ce rapport, deux seuils ont été utilisés pour chaque pays. En premier lieu, le seuil de pauvreté de "un dollar par jour" par personne. Comme l'indique la note 3, ceci équivaut en fait à US\$ 37.20 par mois à la valeur du dollar de 1999. Ce seuil a été appliqué à tous les pays, comme signalé dans la colonne 1 du table 2 ci-après, avec en regard, dans la colonne suivante, l'objectif de réduction de la pauvreté pour le Millénaire pour chaque pays, défini par rapport à ce seuil. Cette valeur représentant la moitié de l'incidence observée en 1999, il suffit de la doubler pour parvenir aux niveaux de pauvreté de 1999 dans chaque pays.

Selon le seuil international de l'extrême pauvreté, l'incidence de celle-ci en 1999 variait entre 0,2% en Argentine, République dominicaine et Uruguay, un peu plus de 2,0% au Chili, Costa Rica et Panama, et quelque 18% en Equateur et à El Salvador, plus de 23% au Honduras et plus de 26% en Bolivie. Dans l'ensemble, pas moins de six pays latino-américains présentent un niveau d'extrême pauvreté supérieur à 10% en 1999, même par rapport à ce seuil très strict de pauvreté, à savoir la Bolivie, l'Equateur, El Salvador, le Honduras, le Nicaragua et le Pérou.

Le second est le seuil d'extrême pauvreté de la CEPALC. Celui-ci est calculé de façon spécifique pour chaque pays et sa valeur varie selon les pays. Il est toutefois supérieur, dans chaque cas, au seuil international. Les valeurs mensuelles exactes sont présentées dans la colonne 5 du tableau 2. La colonne suivante indique ce qu'auraient dû être les objectifs de réduction de la pauvreté pour le Millénaire s'ils avaient été définis en fonction de ce seuil (plus élevé). Il est donc possible d'établir les niveaux d'incidence par rapport à ces seuils en 1999, tout comme dans le cas précédent, en doublant le chiffre correspondant à l'objectif. Des informations détaillées sur les calculs de ces seuils de pauvreté sont présentées dans CEPALC (2002a).

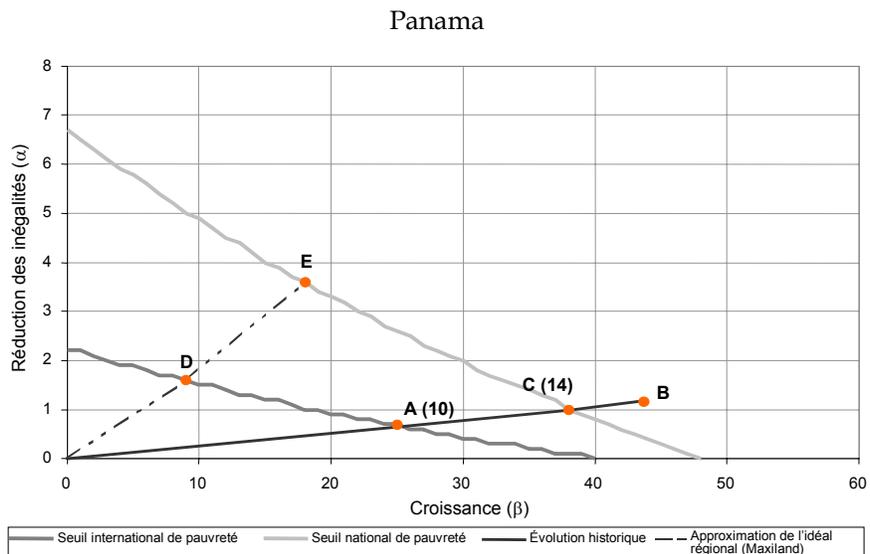
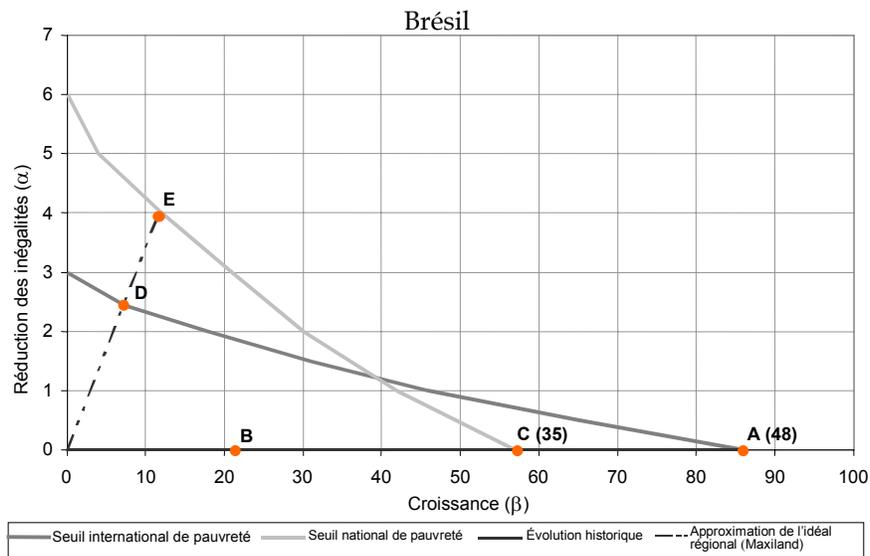
II. Atteindre l'objectif: les macro-scénarios

De toute évidence, compte tenu de l'hétérogénéité des conditions "initiales", les différents pays énumérés dans le tableau 2 exigeront diverses combinaisons de croissance économique et de réduction des inégalités pour atteindre leurs objectifs respectifs pour le Millénaire. En vue de déterminer l'ampleur de la croissance et des efforts de réduction des inégalités que chaque pays doit faire, des simulations ont été préparées relatives à un ensemble de distributions contrefactuelles des revenus pour chaque nation, élaborées de façon à obtenir exactement l'incidence ciblée de la pauvreté. Cela a été réalisé en augmentant chaque revenu dans la distribution par un facteur de $(1 + \beta)$ —qui supplée (d'une façon neutre du point de vue de la distribution) une croissance économique de $\beta\%$ en termes généraux— tout en réduisant les inégalités (ainsi que l'a mesuré le Coefficient de Gini) de $\alpha\%$. Les détails de ce processus sont décrits dans l'annexe méthodologique.

Naturellement, plus le taux de croissance simulé est élevé (plus β est élevé), moindre sera la réduction des inégalités nécessaire pour atteindre les objectifs de réduction de la pauvreté pour le Millénaire (plus α est faible). En fait, il peut être démontré que, pour chaque pays et pour chaque seuil, il existe un ensemble complet de taux de réduction des inégalités et de taux de croissance économique cumulés (les paires α, β) qui résultent en distributions ayant une incidence de la pauvreté exactement égale à l'objectif. Ces ensembles sont connus comme ensembles d'isopauvreté et sont décrits sous la forme d'une équation (6) dans l'annexe méthodologique. Lorsque ces ensembles sont reportés sur un diagramme présentant les taux de croissance économique sur l'axe des abscisses et les taux de réduction des inégalités sur l'axe des ordonnées (espace β, α), ces ensembles sont des courbes convexes

descendantes, connues sous le nom de courbes d'isopauvreté. Deux exemples, à savoir les courbes d'isopauvreté pour le Brésil et pour le Panama, sont présentés dans le graphique 1 ci-dessous.

Graphique 1
COURBES D'ISOPAUVRETE POUR LE BRESIL ET LE PANAMA



Source : Calculs établis par les auteurs sur la base des enquêtes sur les ménages des pays respectifs.

Dans les deux cas, on observe deux seuils, l'un correspondant au seuil international de pauvreté d'un "dollar par jour" (toujours la courbe ayant l'intersection verticale la plus basse), et l'autre correspondant au seuil national de pauvreté extrême calculé par la CEPALC. Ces diagrammes sont organisés de la façon suivante: chaque point d'une courbe d'isopauvreté correspond à une distribution ayant exactement la moitié de l'incidence de la pauvreté extrême observée dans le pays en 1999 par rapport au seuil de pauvreté pertinent. Comment atteindre cette distribution à partir de 1999? Par le biais d'un taux de croissance cumulé de $\beta\%$ (la coordonnée du point sur l'axe des abscisses) combiné à une réduction des inégalités de $\alpha\%$ (la coordonnée du point sur l'axe des ordonnées).

Des graphiques similaires pour chacun des 18 pays sont présentés dans l'annexe statistique. Dans chaque cas, ils sont descendants (indiquant qu'une réduction des inégalités plus importante peut substituer une part de croissance dans l'effort pour atteindre l'objectif spécifique de réduction de la pauvreté) et convexes (indiquant que le taux marginal auquel cette diminution peut se produire est en baisse).

Ces graphiques sont assez illustratifs. Leur position nous indique le degré de facilité ou de difficulté pour un pays donné d'atteindre les objectifs pour le Millénaire: plus une courbe d'isopauvreté est proche de l'origine, moins importantes sont la croissance et la réduction des inégalités nécessaires pour l'atteindre. Leur inclinaison nous renseigne sur la compensation entre la croissance et l'inégalité dans la "combinaison" utilisée pour réduire de moitié l'extrême pauvreté: plus la courbe est raide, plus la réduction du coefficient de Gini est nécessaire pour compenser la perte d'un point de pourcentage dans la croissance économique. Leurs intersections de β nous indiquent le degré de croissance économique que chaque pays nécessiterait en vue d'atteindre ses objectifs de réduction de la pauvreté pour le Millénaire si son degré d'inégalité restait constant. D'autre part, leurs intersections de α nous indiquent le degré de réduction des inégalités (comme part de leur coefficient de Gini original) dont chaque pays aurait besoin afin d'atteindre ses objectifs de réduction de la pauvreté pour le Millénaire si son niveau moyen de revenus restait constant (par exemple, avec une croissance nulle).

Tableau 2
COURBES D'ISOPAUVRETE: SEUILS, TAUX D'INCIDENCE ET INTERSECTIONS

Pays	Seuil de pauvreté 1 ^a US\$	Objectif P ₀ %	Intersections de la courbe d'isopauvreté %		Seuil de pauvreté 2 US\$	Objectif P ₀ %	Intersections de la courbe d'isopauvreté %	
			α	β			α	β
			Argentine	37,20			0,1	2,0
Bolivie	37,20	13,1	16,0	206,9	66,3	19,9	29,8	188,5
Brésil	37,20	2,0	3,0	86,0	82,7	6,9	6,0	57,0
Chili	37,20	1,0	6,0	45,0	67,7	3,1	5,0	42,0
Colombie	37,20	2,6	5,0	104,0	37,7	13,2	16,0	60,0
Costa Rica	37,20	1,2	6,0	65,0	75,1	6,8	5,0	90,0
République dominicaine	37,20	0,1	3,1	22,0	122,7	4,3	6,0	24,0
Equateur	37,20	8,9	11,7	76,2	59,7	16,2	20,3	73,6
El Salvador	37,20	9,3	12,8	78,0	47,0	12,3	16,0	73,0
Guatemala	37,20	3,4	4,3	36,0	92,0	18,0	16,8	57,0
Honduras	37,20	11,7	11,6	62,0	95,0	28,6	50,0	117,0
Mexique	37,20	3,2	7,0	55,0	113,6	11,6	5,0	70,0
Nicaragua	37,20	7,7	9,0	112,0	114,0	22,5	32,2	108,0
Panama	37,20	1,2	2,2	40,0	92,0	6,8	6,7	48,0
Paraguay	37,20	3,5	17,0	78,0	99,1	14,4	17,0	80,0
Pérou	37,20	7,6	8,6	55,9	57,3	11,7	16,6	79,4
Uruguay	37,20	0,1	1,0	1,0	75,5	0,9	3,0	16,0
Venezuela	37,20	2,0	14,0	57,0	112,1	9,7	14,0	55,0

Source : Calculs établis par les auteurs sur la base des enquêtes sur les ménages des pays respectifs.

^a Il s'agit d'un seuil de pauvreté mensuel correspondant à la valeur de 1999 (juin) du seuil de pauvreté original (US\$ 1.00 de 1995 par jour et par personne). Sa valeur est exprimée en dollars américains de 1999 en parité de pouvoir d'achat.

Le tableau 2 ci-dessus énumère ces intersections pour chaque pays et pour les deux seuils. Les résultats sont assez remarquables: sans changement en matière d'inégalité, les taux de croissance cumulés requis pour atteindre le but (ne serait-ce que des objectifs raisonnablement modestes de réduction de la pauvreté) sont assez considérables. Seuls les pays combinant des niveaux déjà élevés de revenus moyens et des niveaux réduits d'inégalité, tel que l'Uruguay, ont des intersections basses de β . En ce qui concerne les pays présentant une forte inégalité, elles peuvent être assez élevées, même si l'objectif de réduction de la pauvreté ne semble pas considérable. Prenons pour exemple le cas du Brésil, qui aurait à réduire l'incidence de l'extrême pauvreté du seuil de "un dollar par jour" de 4% à 2%. Il en résulte que, si sa courbe de Lorenz ne devait subir absolument aucune variation, cela exigerait une croissance économique cumulée de 86%. Pour y parvenir en 15 ans, il serait nécessaire d'avoir un taux de croissance annuel moyen du PIB par habitant de 4,0%. Ce chiffre est considérablement plus élevé que ce que l'économie brésilienne est parvenue à atteindre au cours des 20 dernières années.

Le Brésil ne constitue pas une exception. Un coup d'oeil rapide à la colonne 4 du tableau 2 révélera des exigences souvent étonnamment considérables pour le taux de croissance, dans un contexte inchangé d'inégalités. À l'exception de l'Uruguay, les taux requis oscillent entre 22% pour la République dominicaine et 207% pour la Bolivie. Les chiffres sont tout aussi élevés par rapport aux seuils nationaux de pauvreté (CEPALC), figurant dans la huitième colonne. Cette similarité devrait appeler une autre observation: il n'y a pas de proportionnalité entre l'objectif de réduction de la pauvreté et le taux de croissance requis pour l'atteindre. D'ailleurs, les courbes d'isopauvreté pour les deux différents seuils dans un même pays se croisent souvent, ce qui indique qu'une croissance plus importante est requise pour réduire de moitié un taux de pauvreté plus faible (par rapport à un seuil plus bas) que pour réduire de moitié un taux de pauvreté plus élevé (par rapport à un seuil plus élevé). Les courbes correspondant au Brésil dans le graphique 1(a) en sont un exemple; d'autres exemples comprennent les courbes pour la Bolivie, la Colombie, le Chili, l'Équateur, El Salvador, le Mexique, le Nicaragua et le Venezuela.

Cet apparent casse-tête s'explique par la forme de cloche des courbes de densité pour les distributions des (log) revenus. Plus un seuil de pauvreté est proche de la moyenne d'une distribution, plus grande sera la masse concentrée juste en dessous de celle-ci. Par conséquent, plus le résultat de la croissance économique est important, en termes de réduction de la pauvreté, faisant "glisser" la fonction de la densité au-delà du seuil de pauvreté. Lorsque l'incidence de la pauvreté restante est très réduite et que le pays est très inégal (tel que le Brésil, par exemple), un mouvement important vers la droite de la moyenne (croissance) est nécessaire pour faire glisser de moitié la masse située au-dessous de la mince extrémité, au-delà du seuil de pauvreté.

En ce qui concerne les très faibles incidences de la pauvreté, ce mécanisme entre en jeu, y compris pour les pays présentant une inégalité relativement faible. Tel est le cas, par exemple, de la République dominicaine, qui requiert encore d'un taux de croissance économique cumulé de 22% pour faire passer 0,1% seulement de sa population au-dessus du seuil de pauvreté.

Indépendamment du caractère instructif que peut avoir la forme générale des courbes d'isopauvreté, il est possible d'en apprendre encore davantage en observant de plus près certains points spécifiques de chaque courbe. Aux fins du présent rapport, cinq de ces points sont considérés pour chaque pays. Trois de ces points sont disposés le long de ce qui est mentionné ici comme "trajectoire historique", déterminée par son inclinaison α_h/β_h ; α_h est le pourcentage de la baisse du coefficient de

Gini réellement observé dans le pays entre 1990 et 1999, tandis que β_h est le pourcentage de la croissance réelle cumulée du PIB par habitant observé dans le pays entre 1990 et 1999.⁹ En traçant cette évolution et en considérant les coordonnées des points la représentant, il est possible d'extrapoler l'efficacité des efforts de réduction de la pauvreté réalisés par le pays si ses résultats dans ces deux domaines sont restés inchangés depuis les années quatre-vingt-dix.

Tableau 3
REDUIRE DE MOITIE L'INCIDENCE DE L'EXTREME PAUVRETE PAR RAPPORT AU SEUIL D'UN DOLLAR PAR JOUR

Pays	Seuil de pauvreté ^a	Objectif P_0 %	Évolution historique: coordonnées du point A			Approximation de l'idéal régional (Maxiland): coordonnées du point D	
			α	β	Années	α	β
Argentine ^b	37,20	0,1	1,0	15,0	7	2	5
Bolivie	37,20	13,1	n.d.*	n.d.	∞	4,7	90,6
Brésil	37,20	2,0	0,0	86,0	48	2,5	7,3
Chili ^b	37,20	1,0	2,0	60,0	10	3,0	20,0
Colombie	37,20	2,6	4,2	9,5	7	3,7	15,6
Costa Rica	37,20	1,2	1,6	39,0	30	2,4	33,0
République dominicaine	37,20	0,1	1,6	9,5	2	1,2	12,6
Equateur	37,20	8,9	n.d.*	n.d.	∞	2,2	53,0
El Salvador	37,20	9,3	0,0	78,0	52	1,8	60,0
Guatemala	37,20	3,4	0,0	34,0	22	1,6	20,0
Honduras	37,20	11,7	11,0	2,0	12	1,9	49,0
Mexique	37,20	3,2	1,4	40,0	44	3,3	23,0
Nicaragua	37,20	7,7	0,0	112,0	50	3,6	48,0
Panama	37,20	1,2	0,7	25,0	10	1,6	9,0
Paraguay ^b	37,20	3,5	4,0	5,0	25	2,0	25,0
Pérou	37,20	7,6	n.d.*	n.d.	∞	1,5	42,4
Uruguay	37,20	0,1	0,3	0,6	1	0,07	0,9
Venezuela ^b	37,20	2,0	5,0	10	85	3,0	42,0

Source : Calculs établis par les auteurs sur la base des enquêtes sur les ménages des pays respectifs.

^a Il s'agit d'un seuil de pauvreté mensuel correspondant à la valeur de 1999 (juin) du seuil de pauvreté original (US\$ 1.00 de 1995 par jour et par personne). Sa valeur est exprimée en dollars américains de 1999 en parité de pouvoir d'achat.

^b Les inclinaisons des évolutions historiques de ces pays reflètent des estimations de groupe de résultats futurs et ne se basent pas sur les résultats réels historiques.

Note: Les entrées "n.d." indiquent que les résultats historiques conduiraient à une hausse, plutôt qu'à une réduction, de la pauvreté et, par conséquent, la trajectoire ne croise jamais ce seuil d'isopauvreté. Pour que cette situation se produise, α ou β (ou les deux) doivent être négatifs. Le symbole * indique lequel est négatif.

⁹ Pour quatre pays —Argentine, Chili, Paraguay et Venezuela— l'inclinaison de la trajectoire historique diffère de leurs résultats réels durant les années quatre-vingt-dix. Par contre, les coordonnées α , β du point C de ces pays reflètent les meilleures estimations faites par les auteurs sur les résultats potentiels de leurs économies entre 2000 et 2015.

Les trois points formant la "trajectoire historique" sélectionnés sont à l'intersection de celle-ci avec la courbe d'isopauvreté d'un dollar par jour (point A); avec la courbe d'isopauvreté nationale (CEPALC) (point C) et le point dont les coordonnées sont les taux de croissance cumulée (β) et de réduction des inégalités (α) que le pays aurait après 15 ans, sur la base des taux annuels observés durant les années quatre-vingt-dix (point B). Ces trois points figurent dans le tableau 1 pour le Brésil et le Panama. Ceux correspondant à tous les autres pays sont présentés dans l'annexe statistique. Les coordonnées du point A sont également présentées pour chaque pays dans le tableau 3, tandis que celles du point C figurent dans le tableau 4 ci-dessous. Dans les deux tableaux, la colonne intitulée "années" indique en combien d'années le point correspondant pourrait être atteint, à la lumière des taux de croissance historique et de réduction des inégalités implicites dans la construction de la trajectoire.

Tableau 4
REDUIRE DE MOITIE L'INCIDENCE DE LA PAUVRETE EN CE QUI CONCERNE LE
SEUIL D'EXTREME PAUVRETE DE LA CEPALC

Pays	Seuil de pauvreté US\$	Objectif P ₀ %	Trajectoire historique: coordonnées du point C			Approximation de l'idéal régional (Maxiland): coordonnées du point E	
			α	β	Années	α	β
Argentine	88,10	3,2	2,0	20,0	8	4,5	20,0
Bolivie	66,30	19,9	n.d.*	n.d.	∞	5,8	111,0
Brésil	82,73	6,9	0,0	57,0	35	4,0	11,3
Chili	67,75	3,1	0,0	48,0	8	3,5	20,0
Colombie	37,68	13,2	8,5	19,4	14	6,4	26,4
Costa Rica	75,10	6,8	1,8	40,5	39	2,0	34,0
République dominicaine	122,70	4,3	2,3	13,5	3	1,6	16,3
Equateur	59,72	16,2	n.d.*	n.d.	∞	2,5	59,5
El Salvador	47,00	12,3	0,0	73,0	49	1,8	60,0
Guatemala	92,00	18,0	0,0	57,0	32	3,4	41,0
Honduras	95,00	28,6	45,5	6,0	42	3,9	99,0
Mexique	113,60	11,9	3,2	22,0	48	2,5	23,5
Nicaragua	114,00	22,5	0,0	108,0	49	5,6	75,0
Panama	92,00	6,8	1,0	38,0	14	3,6	18,0
Paraguay	99,13	14,4	13,0	12,0	58	4,3	48,0
Pérou	57,27	11,7	0,0	79,4	33	2,2	62,5
Uruguay	75,50	0,9	1,7	3,3	2	0,7	9,8
Venezuela	112,10	9,7	9,0	15,0	124	2,9	39,0

Source : Calculs établis par les auteurs sur la base des enquêtes sur les ménages des pays respectifs.

Note: Les entrées "n.d." indiquent que les résultats historiques conduisent à une hausse plutôt qu'à une réduction de la pauvreté et, par conséquent, la trajectoire ne croise jamais ce seuil d'isopauvreté. Pour que cette situation se produise, α ou β (ou les deux) doivent être négatifs. Le symbole * indique lequel est négatif.

Les coordonnées des points A et C révèlent que la Colombie et le Honduras ont été les seuls pays de l'Amérique latine à montrer des réductions substantielles des inégalités durant les années quatre-vingt-dix. Le Costa Rica, la République dominicaine, le Mexique, le Panama et l'Uruguay ont présenté des réductions positives, mais faibles, des inégalités durant la même période. Le Brésil, El Salvador, le Guatemala, le Nicaragua et le Pérou n'ont connu pratiquement aucun changement.

La Bolivie et l'Équateur ont subi des hausses réelles des inégalités durant la même période. En fait, les hausses ont été suffisamment importantes pour que, si elles se projettent dans l'avenir et sont combinées aux taux de croissance observés durant les années quatre-vingt-dix, la pauvreté continue indéfiniment d'augmenter et qu'il n'y aurait donc absolument aucune convergence vers les objectifs de réduction de la pauvreté pour le Millénaire. Il en va de même pour le Paraguay et le Venezuela, bien que cela ne soit pas visible dans le tableau en raison de l'utilisation d'un ensemble différent de paramètres de croissance et de réduction des inégalités pour l'élaboration de leurs macro-simulations.

L'importance de la réduction des inégalités pour contribuer à atteindre ces objectifs est évidente dans les graphiques montrant les estimations du temps nécessaire pour que chaque pays puisse atteindre son propre objectif, à la lumière de son comportement au cours des années signalées. La République dominicaine et l'Uruguay pourraient l'atteindre en un ou deux ans. L'Argentine (avant la crise) et la Colombie mettraient chacune sept ans. Le Chili et le Panama nécessiteraient dix ans, tandis que le Honduras atteindrait son objectif en 12 ans, ce qui serait encore avant l'échéance de l'année 2015. Toutefois, aucun autre pays ne pourrait le faire. Bien que le Brésil doive seulement réduire l'extrême pauvreté de deux points de pourcentage, cela lui prendrait quand même 48 ans pour y parvenir. Le Mexique mettrait 44 ans à faire passer 3,2% de sa population au-delà de ce seuil.

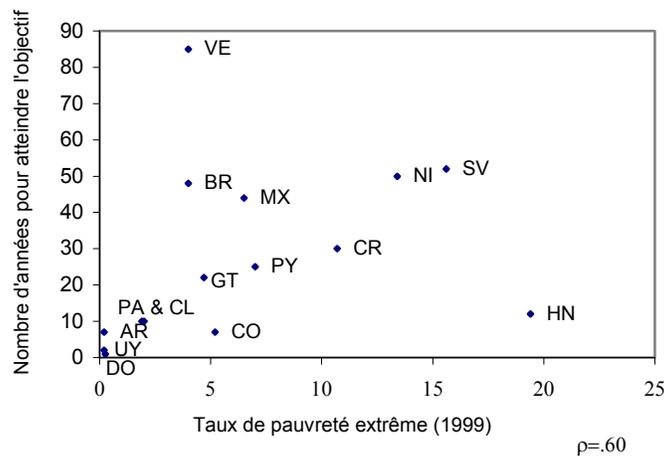
Cela peut être clairement observé dans le graphique 2, dont l'axe des ordonnées mesure le nombre d'années que chaque pays prendrait pour réduire de moitié son taux d'extrême pauvreté (en ce qui concerne le seuil d'un dollar par jour) si son économie maintenait ses résultats (en termes de croissance et de réduction des inégalités) des années quatre-vingt-dix pendant une période de temps indéfinie dans le futur.¹⁰ La Bolivie, l'Équateur et le Pérou ne figurent pas dans la grille étant donné

¹⁰ A nouveau, à l'exception de l'Argentine, du Chili, du Paraguay et du Venezuela. Voir note précédente.

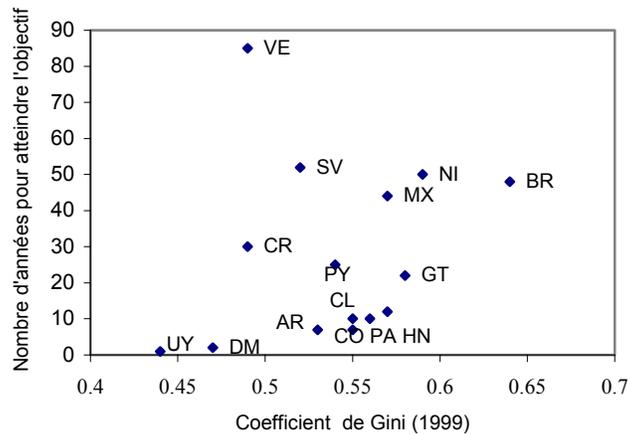
qu'en raison de leur trajectoire historique, la pauvreté extrême aurait plutôt tendance à augmenter dans ces pays. En fait, seuls 7 des 18 pays considérés dans cette étude atteindraient leurs objectifs de réduction de la pauvreté pour le Millénaire: L'Argentine (avant la crise), le Chili, la Colombie, la République dominicaine, le Honduras, le Panama et l'Uruguay. Cinq de ces sept pays ont vu l'inégalité chuter au cours des années quatre-vingt-dix. Les deux autres sont l'Argentine, qui était le pays le plus riche en 1999, et le Chili, qui était le moteur de la croissance de la région avec une marge confortable.

Graphique 2
DÉLAIS REQUIS POUR RÉDUIRE DE MOITIÉ L'EXTRÊME PAUVRETÉ DANS LA RÉGION

A) Années requises pour atteindre l'objectif en fonction de l'incidence de la pauvreté au début de la période

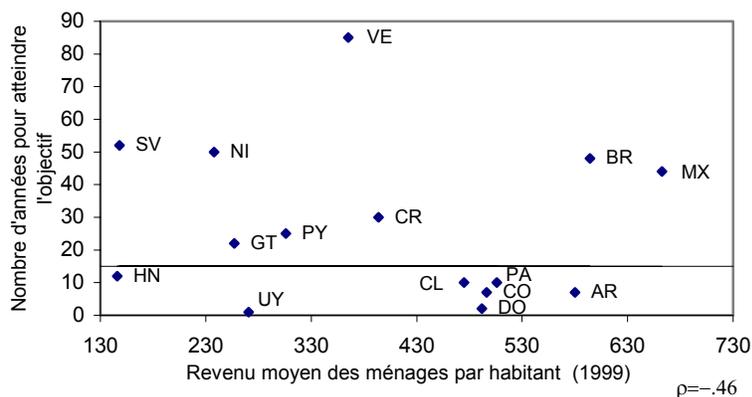


B) Années requises pour atteindre l'objectif en fonction du coefficient de Gini au début de la période



$\rho = .20$

C) Années requises pour atteindre l'objectif au fonction du revenu moyen (par habitant) des ménages au début de la période



Source : Calculs établis par les auteurs sur la base des enquêtes sur les ménages des pays respectifs.

Note: La Bolivie, l'Equateur et le Pérou ne figurent pas dans ces graphiques car leurs trajectoires historiques ne conduisent pas à une réduction de la pauvreté. ρ = représente le coefficient de corrélation entre les variables de chaque panneau.

Sur l'axe des abscisses, le graphique 2 contient les valeurs de 1999 de trois indicateurs pertinents pour chaque pays. L'incidence initiale de l'extrême pauvreté figure dans le panneau A; le Coefficient de Gini initial figure dans le panneau B; et le niveau moyen initial du revenu des ménages par habitant figure dans le panneau C. Les coefficients de corrélation simple entre chacune de ces variables et années sont indiqués dans les panneaux correspondants. Les corrélations sont positives pour la pauvreté initiale et les niveaux d'inégalité, ce qui indique que plus la pauvreté à réduire est importante, plus il est long d'y parvenir, et que le fait d'être dans un pays ayant une inégalité plus importante rend plus difficile la réduction de celle-ci. La corrélation avec le revenu moyen est, comme on le supposait, négative.

En vue de considérer une trajectoire optionnelle à l'évolution historique, un autre exercice hypothétique a toutefois été entrepris. Les auteurs de ce rapport ont élaboré une petite utopie d'économistes de leur

création, appelée «Maxiland».¹¹ Ce pays hypothétique a des niveaux de vie élevés (pour l'Amérique latine) et un revenu moyen des ménages par habitant de US\$ 1 242 par mois. Il est également plus égalitaire que tout autre pays réel dans la région, avec un coefficient de Gini de 0,4.

Les auteurs ont étudié, pour chaque pays, la trajectoire passant par l'origine dans l'espace (α, β) avec une inclinaison de α_m/β_m , où α_m est la différence proportionnelle entre le coefficient de Gini du pays et celui de l'idéal régional (Maxiland) (0,4), et β_m est la différence proportionnelle entre le niveau moyen du revenu des ménages du pays et celui de l'idéal régional (Maxiland) (US\$ 1.242). La position que l'idéal régional (Maxiland) occuperait dans l'espace (α, β) de n'importe quel pays ne présente pas d'intérêt en elle-même. Ce qui est important, c'est l'inclinaison de la "voie" qui y conduit (α_m/β_m).

La raison pour laquelle cette approximation est intéressante est qu'elle constitue une voie optionnelle par rapport à la trajectoire historique élaborée pour passer de la situation actuelle du pays vers une situation dans laquelle il est légèrement plus riche que les pays les plus riches et légèrement plus égalitaire que les pays les moins inégalitaires de la région. On cherche par conséquent à donner corps (bien que de façon imparfaite) au concept d'un idéal réalisable. Sur la voie de l'idéal régional (Maxiland), deux points ont été sélectionnés. Le point D est situé à l'intersection du seuil de pauvreté de "un dollar par jour". Le point E est situé à l'intersection du seuil national d'isopauvreté (CEPALC).

Les coordonnées du point D sont données pour chaque pays dans le tableau 3, et celles du point E sont données pour chaque pays dans le tableau 4. Les lignes qui conduisent à l'idéal régional (Maxiland) sont plus raides que la trajectoire historique pour tous les pays à l'exception de la Colombie, le Honduras et l'Uruguay.¹² Etant donné que les diagrammes ont été tracés avec les taux de croissance (β) sur l'axe des abscisses et les réductions des inégalités (α) sur l'axe des ordonnées, une ligne plus raide implique une trajectoire allant vers les objectifs de réduction de la pauvreté reposant davantage sur la réduction des inégalités. Le fait que, pour les 18 pays à l'exception de trois d'entre eux, cette trajectoire hypothétique vers l'idéal régional (Maxiland) soit plus raide que celle basée sur l'expérience réelle au cours des années quatre-vingt-dix suggère que les stratégies optionnelles plus axées sur la redistribution pourraient constituer des

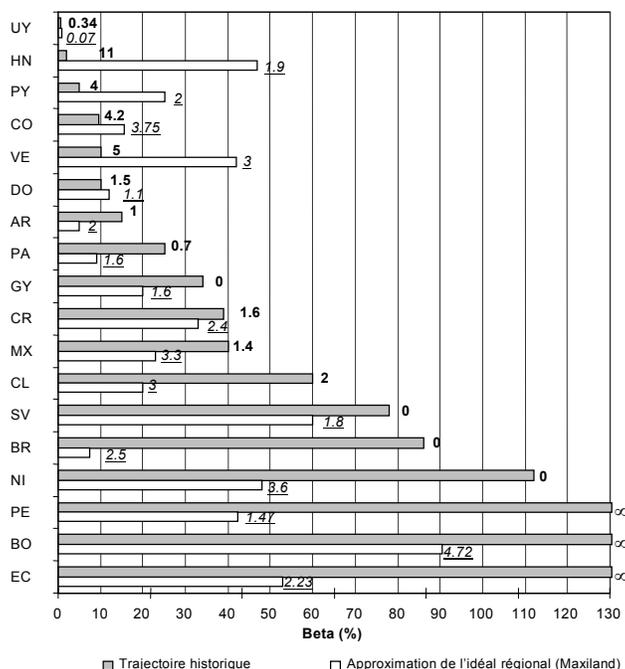
¹¹ D'autres caractéristiques de l'idéal régional (Maxiland) seront dévoilées dans la prochaine section.

¹² Et le Paraguay, selon le graphique. Cependant, comme mentionné précédemment, sa "trajectoire historique" n'est pas vraiment historique.

solutions de rechange vis-à-vis des combinaisons politiques actuelles, qui ont eu un succès très mitigé en termes de réduction des inégalités.

Une comparaison des intersections de β entre les colonnes 4 et 7 dans les tableaux 3 et 4 révèle à quel point les exigences de croissance cumulée changent lorsqu'un pays passe de la trajectoire historique à l'approximation de l'idéal régional (Maxiland). Pour la plupart des pays, les réductions des exigences de croissance suscitées par des réductions relativement modestes des inégalités sont très élevées. Par exemple, dans le cas du Brésil, un passage d'une inégalité invariable à une réduction de 2,5% du coefficient de Gini réduit l'exigence de croissance cumulée de 86% à 7,3%.¹³ Ces réductions sont moins radicales pour les pays dont les inégalités sont moins importantes, mais restent substantielles. Pour le Panama, une simple amélioration du taux de réduction des inégalités (de $\alpha = 0,7$ à $\alpha = 1,6$) réduit l'exigence de croissance de presque deux tiers (de 25% à 9%). La nature de cette relation est représentée dans le graphique 3 ci-dessous.

Graphique 3
RELATIONS DES INEGALITES DE LA CROISSANCE EN MATIERE DE REDUCTION DE LA PAUVRETE EN AMERIQUE LATINE



¹³ Par rapport au seuil d'un dollar par jour, dans le tableau 3.

Source : Calculs établis par les auteurs sur la base des enquêtes sur les ménages des pays respectifs.

Note: Les barres foncées mesurent le taux cumulé de croissance économique requis pour atteindre l'objectif de réduction de la pauvreté basé sur la trajectoire historique. Le chiffre à la fin de chaque barre correspond au taux cumulé de réduction du Coefficient de Gini qui sous-tend cette exigence de croissance. Les barres claires mesurent l'exigence de croissance basée sur l'approximation de l'idéal régional (Maxiland). Le chiffre souligné à la fin de chaque barre claire correspond au taux cumulé de réduction du Coefficient de Gini qui sous-tend cette exigence de croissance.

Le graphique 3 montre que si l'Équateur réussissait à réduire son Coefficient de Gini d'à peine 2,2% sur une période de 15 ans, il devrait atteindre une croissance cumulée légèrement supérieure à 50% pour réduire de moitié l'incidence de l'extrême pauvreté. Cela contraste avec des résultats historiques qui, s'ils se maintiennent, conduiraient à une pauvreté dont la croissance serait infinie. Le Nicaragua, qui n'a pas réduit son niveau des inégalités au cours des années quatre-vingt-dix et qui, dans les mêmes conditions, devrait plus que doubler son PIB par habitant pour pouvoir réduire de moitié l'extrême pauvreté, nécessiterait une croissance de moins de 50% s'il parvenait à réduire son inégalité d'environ 3,6%.

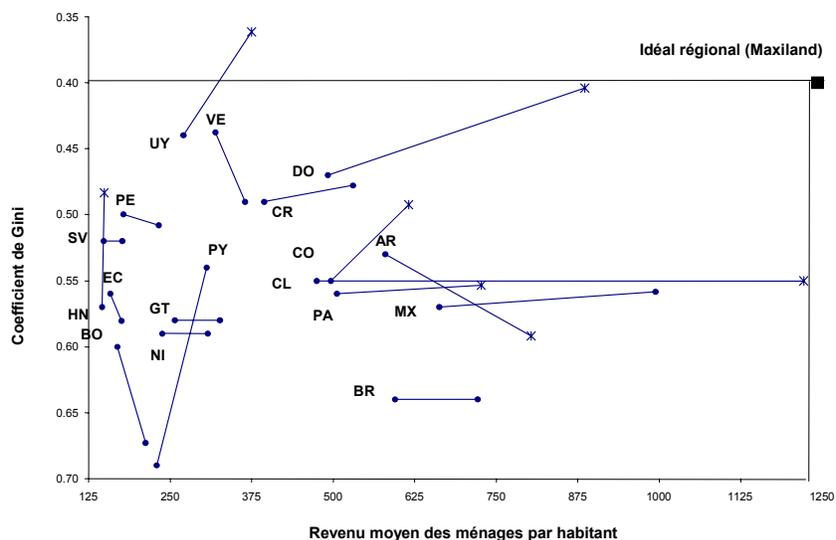
Une autre perspective des résultats récents des nations de l'Amérique latine et des Caraïbes en ce qui concerne la réduction de la pauvreté est présentée dans le graphique 4. Ici, l'axe des abscisses mesure le revenu moyen mensuel des ménages par habitant en dollars américains de 1999 PPA. L'axe des ordonnées mesure le coefficient de Gini sur une échelle inversée. Les échelles ont été choisies de telle sorte que le carré foncé au coin supérieur droit de "l'encadré" marque l'endroit exact de l'objectif hypothétique, à savoir l'idéal régional (Maxiland). Les pays réels dans l'échantillon sont dispersés dans le diagramme de la façon suivante: le point situé juste à côté de l'acronyme de chaque pays correspond à sa position initiale (1999). Le point à l'autre extrémité du seuil correspond à la simulation de sa position finale (2015) basée sur la trajectoire historique du pays (par exemple, en supposant que la moyenne des résultats du pays en termes de croissance économique et de réduction des inégalités au cours des 15 prochaines années sera la même que sa moyenne historique durant les années quatre-vingt-dix).¹⁴ Ce point final est marqué d'une étoile si, et seulement si, à cette position, le pays aurait atteint son objectif de réduction de la pauvreté par rapport au seuil international de pauvreté.

Le graphique 4 contient un grand nombre d'informations. Tout d'abord, il est possible de situer les sept pays qui, comme le montrent le graphique 2 et le tableau 4, atteindraient leurs objectifs de réduction de la pauvreté pour le Millénaire. Il s'agit de l'Argentine, du Chili, de la

¹⁴ Dans ce graphique, les résultats historiques réels sont utilisés pour tous les pays, y compris l'Argentine, le Chili, le Paraguay et le Venezuela.

Colombie, de la République dominicaine, du Honduras, du Panama et de l'Uruguay. Ce groupe comprend la plupart des pays qui ont réussi à réduire les inégalités au cours de la décennie 1990. On remarquera que l'Argentine parvient à atteindre son objectif malgré une hausse sensible des inégalités, grâce à ses bons résultats de croissance en moyenne durant cette décennie. Le Chili y parvient également, bien que sans réussir son niveau d'inégalité, grâce à un résultat remarquable en termes de croissance. Parmi ceux ne réussissant pas à atteindre leur objectif dans ces simulations, le Costa Rica et le Mexique ont de bons résultats, basés sur des taux positifs de croissance et de réduction des inégalités. A l'inverse, les cas les plus préoccupants sont ceux du Paraguay, dont la croissance par habitant a été négative et les inégalités ont augmenté, de la Bolivie, de l'Equateur et du Venezuela, dont la détérioration des inégalités a été si considérable que ses modestes taux de croissance historiques n'auraient pas suffi à réduire la pauvreté.

Graphique 4
TOUS LES CHEMINS MENENT-ILS A L'IDEAL REGIONAL (MAXILAND)?



Source : Calculs établis par les auteurs sur la base des enquêtes sur les ménages des pays respectifs.

Note: Les points marqués d'une étoile correspondent à la position à laquelle le pays atteindrait l'objectif de réduction de la pauvreté.

III. Atteindre l'objectif: les micro-scénarios

Jusqu'à présent, le débat relatif aux objectifs de réduction de la pauvreté pour le Millénaire a été abordé en termes des différentes combinaisons de croissance économique et de réduction des inégalités. Malgré le caractère illustratif de cette approche, il est évident que les hausses des revenus moyens et des changements dans la dispersion de la distribution sont les résultats d'un ensemble complexe de processus économiques étroitement liés. La présente section se centrera sur certains des résultats d'un second ensemble d'exercices de simulation consistant à identifier différentes façons d'obtenir une combinaison particulière, à savoir un taux de croissance souhaitable (correspondant à un β déterminé) et le taux de réduction des inégalités (α) correspondant. Cet exercice a été réalisé par le biais d'une décomposition basée sur l'identité comptable générale suivante:

$$\mu(y) \equiv d[tqh + y_a + y_r]$$

Ici, $\mu(y)$ correspond au revenu moyen par habitant; d est la relation du nombre d'adultes par rapport à la population totale pour l'ensemble de l'économie (l'inverse du taux de dépendance); t est la proportion d'adultes employés par rapport au nombre total d'adultes de la population (une mesure du taux d'occupation); q est une mesure de la productivité du capital humain dans son ensemble; h est une mesure de la valeur du capital humain par travailleur employé; y_a est le revenu moyen

provenant d'actifs non humains; et y_r est le revenu moyen provenant des transferts. Les deux derniers termes sont directement dérivés des revenus signalés dans les ensembles de données ajustées au niveau des ménages; h et q sont calculés à partir d'une identité de type Mincer moyennant une procédure décrite dans l'annexe méthodologique.¹⁵

Il s'ensuit qu'un taux donné de croissance économique globale, figurant dans la section 2 comme $(1+\beta)\mu$, peut être obtenu par différentes combinaisons de changements dans les rapports du côté droit de l'identité ci-dessus. En particulier, si le taux de dépendance et les revenus provenant des actifs restent inchangés, on obtient:

$$(1 + \beta)\mu(y) = d[(1 + \delta_t)t(1 + \delta_q)q(1 + \delta_h)h + y_a + (1 + \delta_r)y_r]$$

où δ représente les variations proportionnelles dans les variables respectives. De toute évidence, d'un point de vue purement algébrique, des combinaisons de δ positives peuvent être choisies pour favoriser un taux de croissance donné impliqué par une certaine valeur de β , avec trois degrés de liberté. Etant donné que cet exercice de simulation est effectivement de nature statistique et qu'il n'est pas tenu compte de la cohérence comportementale entre les agents économiques, il a été estimé approprié de restreindre l'ensemble de δ à considérer à deux combinaisons spécifiques.

Les deux ensembles de paramètres δ considérés pour chaque pays furent les points sous-jacents C et E de la section 2. Le lecteur se souviendra que ces points se situent à l'intersection de la courbe d'isopauvreté de chaque pays pour le seuil national de pauvreté (CEPALC), de la trajectoire historique du pays et de l'approximation de l'idéal régional (Maxiland), respectivement. Pour chaque taux de croissance global correspondant, l'ensemble $(\delta_t, \delta_q, \delta_h, \delta_r)$ est choisi de façon à se situer sur la ligne allant des valeurs actuelles du pays (t, q, h, r) vers les valeurs (hypothétiques) propres de l'idéal régional (Maxiland) (t, q, h, r). Ces valeurs sont présentées dans les lignes inférieures des tableaux 5 et 6. La situation exacte des δ le long de cette ligne est définie par le besoin d'appuyer le taux de croissance global (β) pour le point C (ou E) exactement.

¹⁵ Cette annexe comprend également une dérivation de l'identité globale susmentionnée à partir de l'identité analogue sous-jacente au niveau des ménages et spécifie les hypothèses de validité de l'agrégation.

Tableau 5
LES MICRO-SCENARIOS SOUS-TENDANT LE POINT C
(SUIVANT LA TRAJECTOIRE HISTORIQUE)

Pays	Taux d'occupation de	% de changement de	Productivité du capital humain	% de changement de	Patrimoine en capital humain	% de changement de	Revenu au titre des transferts	% de changement de
	(t)	(Δt)	(q)	($\Delta q/q$)	(h)	($\Delta h/h$)	(y)	($\Delta y/y$)
Argentine	49,0	15,0	275,7	2,0	4,17	0,0	100,60	3,0
Bolivia ^a	55,0		90,1		4,60		27,38	
Brésil	54,0	12,0	257,0	24,0	3,00	34,0	165,00	43,0
Chili	49,0	16,0	214,6	34,0	4,74	4,0	5,16	36,0
Colombie	57,1	10,0	249,6	3,0	4,01	16,0	82,83	17,0
Costa Rica	64,0	3,2	250,0	56,3	4,10	0,25	130,00	65,0
République dominicaine	54,0	19,0	288,3	2,0	3,19	10,0	137,34	18,0
Equateur ^a	58,4		78,3		4,58		22,89	
El Salvador	51,2	21,0	120,0	21,0	3,20	23,0	32,00	28,0
Guatemala	63,9	21,0	161,0	22,0	3,28	18,0	43,00	29,0
Honduras	57,0	2,0	122,0	2,0	3,02	2,0	24,00	2,0
Mexique	68,0	7,9	320,0	16,0	4,70	17,5	225,00	80,0
Nicaragua	54,6	25,0	181,0	35,0	3,73	29,0	33,00	31,0
Panama	52,7	9,0	249,0	18,0	4,11	12,0	113,00	40,0
Paraguay	56,0	2,0	181,8	2,0	3,48	8,0	42,87	21,0
Pérou	53,9	6,2	72,8	80,6	4,91	1,7	38,39	80,6
Uruguay	53,0	1,0	220,3	1,0	3,80	1,0	155,67	7,0
Venezuela	54,0	2,0	244,4	1,0	3,32	14,0	20,37	0,0
"Maxiland"	70,0		350		5		300	

Source : Calculs établis par les auteurs sur la base des enquêtes sur les ménages des pays respectifs.

^a Etant donné que la Bolivie et l'Equateur ne convergent pas vers le seuil d'isopauvreté requis, le point C n'est pas défini pour eux, et aucune micro-simulation n'a été entreprise.

Le tableau 5 présente les niveaux actuels (1999) des quatre paramètres-clés pour chacun des pays qui pourraient changer dans cet exercice. Ces paramètres sont la proportion d'adultes employés, **t** (oscillant entre 49% en Argentine et le Chili et 68% au Mexique); une mesure de la productivité du capital humain pour emplois équiparés, **q** (qui varie entre US\$ 73 au Pérou et US\$ 288 en République dominicaine); une mesure de la réserve de capital humain, qui est un multiple de l'exponentielle d'un dixième du total des années de scolarité dans chaque pays, **h** (oscillant entre 3,0 au Brésil et 4,9 au Pérou); et les revenus provenant des transferts publics, qui varient entre US\$ 5,00 au Chili et US\$ 225 au Mexique.¹⁶ Le tableau présente ensuite les δ pertinents que

¹⁶ Les données relatives aux transferts provenant des enquêtes sur les ménages sont particulièrement périlleuses pour les comparaisons entre pays étant donné, qu'en raison des différences entre les questionnaires, les variables peuvent être définies de façon très diverse d'un pays à l'autre.

prendrait chaque pays à partir de sa position en 1999 du point C, où sa trajectoire historique croise la courbe d'isopauvreté nationale.

En d'autres termes, il s'agit des ensembles de changements proportionnels en matière d'emploi, de productivité, de capital humain et de transferts qui favoriseraient l'obtention des taux de croissance requis pour réduire de moitié l'incidence de l'extrême pauvreté dans chacun de ces pays (par rapport aux seuils nationaux de pauvreté calculés par la CEPALC), si les pays maintenaient leurs résultats des années quatre-vingt-dix en termes de dosage croissance/réduction des inégalités.

Tableau 6
LES MICRO-SCÉNARIOS SOUS-TENDANT LE POINT E
(SUIVANT L'APPROXIMATION DE L'IDÉAL RÉGIONAL «MAXILAND»)

Pays	Taux d'occupation de	% de changement de	Productivité du capital humain	% de changement de	Patrimoine en capital humain	% de changement de	Revenu au titre des transferts	% de changement de
	(t)	($\Delta t/t$)	(q)	($\Delta q/q$)	(h)	($\Delta h/h$)	(y _r)	($\Delta y_r/y_r$)
Argentine	49,00	4,2	275,70	15,2	4,17	5,9	100,6	2,9
Bolivie	55,05	9,6	90,06	88,2	4,60	8,6	27,38	88,2
Brésil	54,00	3,0	257,00	4,0	3,00	6,0	165,00	22,0
Chili	49,00	8,5	214,63	8,1	4,74	1,0	5,16	600,0
Colombie	57,07	9,0	249,53	4,0	4,01	21,0	82,83	6,0
Costa Rica	70,00	12,9	350,00	119,0	5,00	25,0	166,20	110,0
République dominicaine	54,00	6,2	288,32	4,5	3,19	11,8	137,34	1,1
Equateur	58,44	0,0	78,30	51,1	4,58	9,1	22,89	51,1
El Salvador	51,20	6,0	120,00	30,0	3,20	9,0	32,00	130,0
Guatemala	63,90	2,0	161,00	24,0	3,28	11,0	43,00	122,0
Honduras	57,00	6,0	122,00	50,0	3,02	17,0	24,00	298,0
Mexique	70,00	11,0	350,00	26,8	5,00	25,0	166,20	101,0
Nicaragua	54,60	9,0	181,00	31,0	3,73	11,0	33,00	268,0
Panama	52,70	6,0	249,00	7,0	4,11	4,0	113,00	30,0
Paraguay	56,00	2,4	181,81	30,7	3,48	18,6	42,87	6,9
Pérou	53,88	6,2	72,83	62,1	4,91	1,7	38,39	62,1
Uruguay	53,00	4,0	220,33	7,4	3,80	3,9	155,67	0,2
Venezuela	54,00	15,2	244,38	2,8	3,32	22,5	20,37	14,7
"Maxiland"	70,00		350		5		300	

Source : Calculs établis par les auteurs sur la base des enquêtes sur les ménages des pays respectifs.

Le tableau 6 contient exactement la même information pour les niveaux de **t**, **d**, **q** et **h**, mais les changements présentés (par exemple, δ) conduiraient chaque pays de sa position en 1999 au point E, où son approximation de l'idéal régional (Maxiland) croise la courbe nationale d'isopauvreté. Autrement dit, le tableau 6 présente les ensembles de changements proportionnels dans les domaines de l'emploi, de la productivité, du capital humain et des transferts qui appuieraient les taux

de croissance requis pour réduire de moitié l'incidence de l'extrême pauvreté dans chacun de ces pays d'après les seuils de pauvreté nationaux calculés par la CEPALC si, au lieu d'obtenir des résultats semblables à ceux des années quatre-vingt-dix, les pays adoptaient un dosage de croissance et de réduction des inégalités qui les conduiraient vers la combinaison hypothétique de l'idéal régional (Maxiland).

Une comparaison des colonnes montrant les changements requis en matière d'emploi (ou taux d'occupation) révèle que les hausses des taux d'emploi seraient souvent supérieures en suivant la trajectoire historique que si les pays changeaient leurs stratégies et s'efforçaient de se rapprocher de l'idéal régional (Maxiland). Cela est simplement dû au fait, comme mentionné plus haut, que pour la plupart des pays la seconde stratégie exigerait une plus forte réduction des inégalités et une diminution de la croissance. Des taux d'occupation supérieurs ont tendance à favoriser une hausse des taux de croissance plutôt qu'à réduire les inégalités et, par conséquent, seraient moins utiles pour un pays cherchant à se rapprocher de l'idéal régional (Maxiland) qu'ils ne l'ont été dans la trajectoire historique. Le Honduras est un exemple éloquent. Il s'agit non seulement de l'un des rares pays qui aurait augmenté son rapport β/α s'il passait de la trajectoire historique à l'approximation de l'idéal régional (Maxiland), mais c'est également l'un des rares pays qui nécessiterait une hausse plus importante en matière d'emploi s'il suivait cette dernière voie plutôt que la première.

Les changements requis en ce qui concerne le paramètre de productivité q et la mesure de la réserve de capital humain h varient d'une façon moins cohérente entre les tableaux 5 et 6. Naturellement, dans cette simulation les pays ayant les niveaux les plus bas de productivité du capital humain, tels que la Bolivie, l'Équateur, le Honduras et le Pérou, doivent obtenir des hausses très importantes. Ceci se confirme à mesure que la simulation les situe sur la ligne qui conduit aux niveaux (relativement élevés) de l'idéal régional (Maxiland).

De même que les hausses requises en matière d'emploi, les hausses requises de la simulation en matière de réserve de capital humain tendent également à être plus élevées avec la trajectoire historique (vers le point C, dans le tableau 5) qu'avec l'approximation de l'idéal régional (Maxiland) (vers le point E, dans le tableau 6). Cela est dû, à nouveau, au fait que ces hausses sont davantage liées à des hausses des revenus moyens qu'à des réductions des inégalités. D'après les données figurant dans le tableau 5, les pays qui doivent consentir l'effort le plus important en termes d'éducation et d'autres investissements en capital humain sont le Brésil, le Nicaragua et El Salvador.

Les changements en matière de transferts seraient pratiquement tous plus élevés avec l'approximation de l'idéal régional (Maxiland) qu'avec la trajectoire historique car ils tendent à contribuer à une réduction des inégalités. Les simulations indiquent qu'en vue de passer aux caractéristiques présumées pour l'idéal régional (Maxiland) tout en réduisant de moitié l'incidence de l'extrême pauvreté, certains pays devraient accroître la générosité de leurs systèmes budgétaires de trois ou quatre fois (comme, par exemple, au Nicaragua et au Honduras) ou même davantage dans le cas du Chili.

Le lecteur devrait être conscient, bien évidemment, du fait que ces simulations font l'objet d'un grand nombre de contraintes naturelles. Premièrement, elles sont basées sur un cadre comptable (donné par les équations (7) et (8') dans l'annexe méthodologique) qui fait un ensemble de suppositions plutôt irréalistes concernant la nature de la relation entre les revenus du travail et l'éducation. Les identités sont ce qu'elles sont: leur valeur dépend des variables qui y sont définies.

Deuxièmement, les simulations ne tiennent pas compte des contraintes liées à la cohérence comportementale. Rien ne garantit qu'il existe un équilibre (quel qu'il soit) servant d'assise aux différents changements simulés. L'exercice montre les résultats statistiques potentiels en termes de réduction de la pauvreté si un tel équilibre (a) existait, et (b) était atteint. Troisièmement, les résultats de cette section, plus particulièrement, dépendent totalement des hypothèses sous-tendant la construction hypothétique de l'idéal régional (Maxiland). Ils n'ont d'autre intérêt que celui porté à l'idéal régional (Maxiland).

Cependant, la principale leçon à tirer de cette seconde étape des simulations est à la fois simple et profonde: il existe de nombreuses façons d'atteindre les taux cumulés de croissance et de réduction de la pauvreté calculés dans la section 2 que ces pays requièrent pour atteindre leurs objectifs de réduction de la pauvreté pour le Millénaire. Pour la plupart des pays de l'échantillon, (à condition qu'ils procèdent, d'une façon ou d'une autre, à des réductions parfaitement raisonnables de leurs niveaux élevés d'inégalité), la plupart des exigences de croissance semblent plausibles.

IV. Conclusions et répercussions au niveau de l'action

Ce rapport correspond aux résultats d'un ensemble d'exercices de simulation aux échelons micro et macro qui répondent à deux objectifs. Le premier consistait à évaluer quelles sont les possibilités pour chacun des 18 pays d'Amérique latine analysés d'atteindre les objectifs pour le Millénaire de réduire la pauvreté d'ici 2015, en supposant que leur comportement durant la période 2000-2015 sur le plan de la croissance et de la réduction des inégalités soit identique à celui des années quatre-vingt-dix. Le deuxième objectif était de construire des scénarios optionnels, en supposant un changement de comportement et une nouvelle trajectoire de la part de ces mêmes pays. Pour concrétiser l'exercice, les trajectoires ont été simulées de façon à ce que chaque pays se rapproche d'un idéal régional, un pays hypothétique (baptisé «Maxiland»), à la fois plus riche et plus égalitaire que tout autre pays de la région

Dans le deuxième exercice, les chercheurs sont allés au-delà des simulations globales pour chercher à démontrer comment assurer la pérennité des taux de croissance requis à l'échelon microéconomique, moyennant un dosage variable d'accroissements de la quantité et de la productivité du capital humain, du niveau d'emploi et du niveau de transferts publics.

Les résultats se sont avérés assez surprenants: étonnamment graves par rapport au premier objectif et étonnamment optimistes par rapport au

deuxième. Les simulations basées sur les résultats les plus récents de chaque pays (années quatre-vingt-dix) indiquaient que 7 pays seulement, sur les 18 analysés, parviendraient, d'ici à 2015, à réduire de moitié l'extrême pauvreté (par rapport au seuil international de pauvreté adopté officiellement), à savoir l'Argentine, le Chili, la Colombie, le Honduras, le Panama, la République dominicaine et l'Uruguay. A l'exception de l'Argentine, qui était le pays le plus riche de l'échantillonnage sur la base des données de 1999 et dont la situation pourrait requérir une nouvelle analyse à la lumière de la très forte contraction subie au cours des trois dernières années, le seul élément commun à tous ces pays était qu'ils avaient soit réduit leurs niveaux d'inégalité dans la décennie 1990, soit, dans le cas du Chili, neutralisé toute augmentation dans ce domaine tout en connaissant une croissance dynamique.

Onze sont donc les pays latino-américains et des Caraïbes qui ne seraient pas en mesure d'atteindre l'objectif dans la mesure où la dynamique de croissance et des inégalités des années quatre-vingt-dix reste sans variation durant la période 2000-2015. Ces pays peuvent être regroupés en deux catégories. La première est composée de pays dont les résultats récents ont conduit à une aggravation de la pauvreté. Ces pays, qui par conséquent n'atteindront jamais l'objectif à moins d'un changement de comportement, constituent les cas les plus préoccupants. Il s'agit de la Bolivie, de l'Équateur, du Paraguay, du Pérou et du Venezuela. Les six autres pays présentent des taux de croissance et de réduction des inégalités insuffisants pour parvenir à réduire de moitié la pauvreté dans le délai prévu de 15 ans mais pourraient finir par y parvenir s'ils maintiennent la performance de la décennie 1990. Cette catégorie intermédiaire regroupe le Brésil, le Costa Rica, El Salvador, le Guatemala, le Mexique et le Nicaragua.

Les résultats illustrent davantage la performance de chaque pays dans les années quatre-vingt-dix que les difficultés qu'implique la réduction de moitié de la pauvreté au sens absolu. Comme l'indique l'exercice de simulation optionnelle, il ne serait pas extrêmement difficile pour ces 11 pays de parvenir à leur objectif de réduction de la pauvreté, dans la mesure où ils sont capables d'adopter des mesures propres à favoriser des réductions plus nettes de leurs niveaux d'inégalité des revenus. Le principal écueil, dans le combat contre la pauvreté, n'est pas, d'une manière générale, l'ampleur de la réduction requise de la pauvreté. Bien que six pays présentent un taux initial de pauvreté supérieur à 10%, le cas du Honduras démontre que ce pourcentage peut être modifié assez rapidement en réduisant les inégalités.

Le Honduras présentait, en 1999, la plus forte incidence d'extrême pauvreté de l'échantillonnage, avec 23,4% de la population en-dessous du seuil international de pauvreté. Il figure néanmoins parmi les sept pays qui seraient en mesure d'atteindre l'objectif, en dépit de la situation antérieure, grâce à une réduction substantielle des inégalités intervenue dans la décennie 1990.

Les simulations optionnelles effectuées pour chaque pays, dans le cadre d'un scénario hypothétique dans lequel chacun d'entre eux se rapproche de l'idéal, à savoir le Maxiland, suscitent un degré modéré d'optimisme. Hormis la Bolivie et El Salvador, tous les pays compris dans l'échantillonnage seraient en mesure d'atteindre leurs objectifs par rapport au seuil international de pauvreté en conjuguant des taux moyens de croissance annuelle du PIB par habitant de moins de 3% et des réductions cumulatives de leurs coefficients de Gini de plus de 4%. Dans le cas d'El Salvador, l'approximation du pays idéal (Maxiland) exigerait une réduction de 1,8% du coefficient de Gini mais un taux de croissance annuel de 3,2%. L'effort serait plus important pour la Bolivie: une réduction de 4,7% du coefficient de Gini et un taux de croissance annuel de 4,4% du PIB par habitant.

Pour vérifier la solidité des résultats par rapport au choix du seuil de pauvreté, ainsi que pour appliquer des seuils de pauvreté légèrement moins stricts que le seuil original d'un dollar par jour, des simulations analogues ont été réalisées par rapport aux seuils d'extrême pauvreté propres à chaque pays élaborés par la CEPALC. S'il est vrai que ceux-ci étaient souvent nettement plus élevés que le seuil international, les niveaux requis de croissance et de réduction des inégalités ne sont guère plus importants. Ceci est moins surprenant qu'on ne pourrait s'y attendre car l'existence de seuils de la pauvreté élevés implique qu'un plus grand nombre de personnes se situe juste en-dessous, auquel cas réduire de moitié l'incidence de la pauvreté exige un effort moindre en termes de croissance économique et de réduction des inégalités car il sera facile de faire passer un plus grand nombre de personnes au-dessus du seuil. Comme l'indiquent les coordonnées du point E (tableau 4), seuls la Bolivie et le Nicaragua vont requérir à la fois une réduction du coefficient de Gini de plus de 5% et un taux annuel de croissance du PIB par habitant de plus de 2% pour atteindre l'objectif par rapport au seuil de pauvreté spécifique à chaque pays.

La principale difficulté semble résider dans le fait qu'une croissance économique neutre en termes de distribution n'est pas un élément particulièrement déterminant pour améliorer les conditions de vie des plus pauvres. Des hausses proportionnelles de revenus qui peuvent avoir

une incidence considérable sur la pauvreté à des échelons plus élevés de la distribution des revenus ne font guère la différence pour ceux qui vivent dans un réel dénuement. A un niveau très fondamental, il faut signaler que 10% de 50 centimes par jour ne représente que 5 centimes, ce qui peut être utile mais de façon très marginale.

Ceci ne veut pas dire que la croissance soit un élément négatif ou peu important. La croissance économique est, bien au contraire, est un facteur fondamental pour améliorer les conditions de vie de tous les membres de la société, dont une bonne partie de ceux qui vivent dans l'extrême pauvreté. Elle contribue également à relâcher certaines contraintes d'ordre économique et politique sur la redistribution et d'autres réformes salutaires. Les résultats indiquent toutefois qu'aux fins spécifiques de réduire l'incidence des formes extrêmes du manque de revenus, la redistribution constitue un instrument nettement plus efficace que la croissance. Les lignes incurvées de l'isopauvreté du graphique 1 et de l'annexe statistique, ainsi que les chiffres présentés dans le graphique 3 indiquent que des diminutions relativement peu importantes du coefficient de Gini (souvent de l'ordre de 2% à 3%, ce qui correspond à moins de deux points du coefficient) peuvent induire une réduction de la pauvreté de 60% à 70% en taux de croissance cumulatifs.

Il convient de préciser que les auteurs ne considèrent pas la croissance et la réduction des inégalités comme facteurs économiques substituables. Ils ne possèdent ce caractère substituable pour parvenir à un niveau déterminé de réduction de la pauvreté qu'en termes statistiques seulement: si un pays devait réduire son coefficient de Gini de 2%, il devrait avoir une croissance moindre pour atteindre un objectif déterminé de réduction de la pauvreté. Si le taux de croissance du pays, ainsi que son taux de réduction des inégalités s'avèrent plus élevés que nécessaire du point de vue statistique, il n'en serait que mieux et la réduction de la pauvreté serait plus importante encore.

En fait, tout indique qu'un certain degré de redistribution, dans la mesure où celle-ci est appliquée de façon efficace et efficiente, peut réellement contribuer à la croissance économique, notamment en libérant le potentiel d'investissement humain et matériel des pauvres.¹⁷ Dans le sens inverse, une augmentation de la croissance va probablement faciliter

¹⁷ Les études théoriques et empiriques sur les rapports entre la distribution des revenus et la croissance sont nombreuses. Les résultats empiriques entre les pays sont souvent contradictoires et peu concluants (voir Forbes, 2000 et Banerjee and Duflo, 2001), mais un nombre croissant de faits microéconomiques indique que l'équité et l'efficacité peuvent souvent être améliorés de façon conjointe. Voir, par exemple, Banerjee et al. (2001).

la réduction des inégalités, non seulement par la création directe d'opportunités économiques moyennant de nouveaux emplois et de meilleures possibilités de profits, mais aussi parce qu'une telle augmentation contribue à relâcher les contraintes qui freinent la redistribution et la rend donc politiquement faisable. En d'autres termes, bien que l'aspect économique de l'interaction entre croissance et redistribution ne relève pas de cette analyse, tout autorise à penser que, si ces deux éléments peuvent servir d'éléments statistiques substituables pour réduire la pauvreté, ils peuvent s'avérer complémentaires en termes de politique économique.

Des études plus approfondies s'imposent pour déterminer quelles sont les politiques économiques les plus appropriées pour parvenir aux réductions des inégalités et aux taux de croissance économique utilisés dans ces simulations et si elles peuvent être mises en œuvre de façon cohérente sur le plan économique, c'est-à-dire de manière à respecter les contraintes en matière de compatibilité des mesures d'incitation et favoriser l'équilibre du marché. De telles études seraient d'une utilité précieuse pour les décideurs qui doivent nécessairement tenir compte, dans la mise au point des politiques, des aspects relatifs aux mesures d'incitation et de la cohérence économique, et leur faire une part nettement plus prépondérante que dans cet exercice de statistique. Par ailleurs, ce type de recherche implique l'étude de questions complexes relatives à l'équilibre général, pour lesquelles les applications pertinentes n'en sont encore qu'à un stade initial.¹⁸

La principale conclusion à extraire de cette étude est que le principal écueil des efforts de réduction de la pauvreté en Amérique latine et dans les Caraïbes est le traitement le plus efficace pour traiter la pauvreté dont souffre la région, à savoir la réduction des inégalités, est précisément celui que celle-ci éprouve les plus grandes difficultés à administrer. Une légère réduction des inégalités contribuerait énormément à atténuer le dénuement extrême dans cette région. Rares sont pourtant les économies qui semblent être parvenues à effectuer ce type de réduction, si légère soit-elle.

Des politiques capables de redistribuer les ressources à ceux qui en ont le plus besoin, et ce au moindre coût possible en termes de distorsion des mesures d'incitation qui, au bout du compte, conduisent à la croissance économique, seraient d'une très grande rentabilité sociale. De telles politiques sont à la fois faisables et nécessaires.

¹⁸ Des premières approches complémentaires ont été abordées par Bourguignon et al. (2002) et Robillard et al. (2001).

Bibliographie

- Ahuja, V. et autres (1997), *Everyone's Miracle?: Revisiting Poverty and Inequality in East Asia*, Washington, D.C., Banque mondiale.
- Banque mondiale (2001), *Attacking Poverty: World Development Report, 2000/2001*, New York, Oxford University Press.
- _____ (1990), *World Development Report*, New York, Oxford University Press.
- Banerjee, A. et E. Duflo (2000), "Inequality and Growth: What Can the Data Say?", NBER Working Paper, No. 7793.
- Banerjee, A. et autres (2001), "Inequality, control rights, and rent seeking: sugar cooperatives in Maharashtra", *Journal of Political Economy*, vol. 109, No. 1.
- Bourguignon, F., F.H.G. Ferreira et P.G. Leite (2002), "Beyond Oaxaca-Blinder: Accounting for Differences in Household Income Distributions across Countries", Banque mondiale Policy Research Working Paper, No. 2828.
- CEPALC (Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes) (2002a), *Social Panorama of Latin America, 2000-2001* (LC/G.2138-P), Santiago, Chili, mars. Publication des Nations Unies, N° de vente: E.01.II.G.141.
- _____ (2002b), *Statistical Yearbook for Latin America and the Caribbean 2001* (LC/G.2151-P), Santiago, Chili. Publication des Nations Unies, N° de vente: E.02.II.G.1.
- Deaton, A. (1997), *The Analysis of Household Surveys*, Baltimore, Maryland, The Johns Hopkins University Press.

- Deiningner, K. et L. Squire (1998), "New ways of looking at old issues: inequality and growth", *Journal of Development Economics*, No. 57.
- Forbes, K.J. (2000), "A reassessment of the relationship between inequality and growth", *American Economic Review*, vol. 90, No. 4.
- Foster, J.E., J. Greer et E. Thorbecke (1984), "A class of decomposable poverty indices", *Econometrica*, No. 52.
- Kakwani, N. C. (1980), *Income Inequality and Poverty: Methods of Estimating and Policy Applications*, Oxford, Oxford University Press.
- Nations Unies (2001), "Road map towards the implementation of the United Nations Millennium Declaration. Report of the Secretary-General" (A/56/326), New York.
- _____ (2000), "United Nations Millennium Declaration. Resolution adopted by the General Assembly" (A/RES/55/2), New York.
- PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement) (2000), *Vaincre la pauvreté humaine 2000*, New York. Publication des Nations Unies, N° de vente: F.00.III.B.2.
- Psacharopoulos, G. (1994), "Returns to investment in education: a global update", *World Development*, vol. 22, No. 9, Septembre.
- Robillard, A.S., F. Bourguignon et S. Robinson (2001), "Crisis and Income Distribution: A Micro-Macro Model for Indonesia", Washington, D.C., Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI).
- Sen, A.K. (1983), "Poor, relatively speaking", *Oxford Economic Papers*, No. 35.

Annexes

A. Annexe méthodologique

Les exercices de décomposition abordés dans cette analyse reposent sur des simulations basées sur des distributions contrefactuelles des revenus. Tandis que les macro-scénarios décrits dans la section 2 sont basés sur des simulations globales simples, les micro-scénarios abordés dans la section 3 exigent une simulation à l'échelon des données sur les ménages. Chacune de ces procédures sera abordée ici.

1. Les macro-scénarios

Le principal objectif de cet exercice est d'expliquer les différentes combinaisons de croissance des revenus moyens et de réduction des inégalités qui pourraient conduire à la réduction requise de l'incidence de l'extrême pauvreté. Une mesure de la pauvreté Π dans une distribution des revenus donnée (cumulée) $F(y)$ est toujours définie par rapport à un seuil de pauvreté z , qui sépare les pauvres des non pauvres. La pauvreté est par conséquent toujours une fonction de la distribution des revenus et du seuil de pauvreté : $\Pi = \Pi(F(y), z)$. Etant donné que les objectifs de réduction de la pauvreté pour le Millénaire ont été formulés en termes de l'indicateur de l'incidence de la pauvreté P_0 , il s'ensuit effectivement que $P_0 = F(z)$.

$$L'(p) = \frac{F^{-1}(p)}{\mu_y}$$

En vue de considérer dans quelle mesure la croissance économique et les changements en matière d'inégalités peuvent contribuer à modifier l'incidence de la pauvreté P_0 , il est utile de déduire du résultat obtenu¹⁹ que :

où $L'(p)$ correspond à la première dérivée de la Courbe de Lorenz:

$$L(p) = \frac{1}{\mu_y} \int_0^{y(p)} xf(x)dx = \frac{1}{\mu_y} \int_0^p F^{-1}(p)dp$$

associée à la distribution des revenus $p = F(y)$. Il s'ensuit immédiatement que:

$$L'(P_0) = \frac{F^{-1}(P_0)}{\mu_y} = \frac{z}{\mu_y}$$

et par conséquent:

$$P_0 = L'^{-1}\left(\frac{z}{\mu_y}\right)$$

Ce qui précède ne fait qu'affirmer que l'incidence de la pauvreté est totalement déterminée par le seuil de pauvreté, la moyenne de la distribution et sa courbe de Lorenz.

Cela est utile pour l'analyse des réductions de l'extrême pauvreté, puisque cela signifie que les effets de la croissance économique peuvent être simulés comme des changements des revenus moyens (μ_y) et les effets des inégalités peuvent être simulés comme des changements de la courbe de Lorenz $L(p)$. En particulier, il devrait exister une ou plusieurs distributions hypothétiques F^* , avec un niveau moyen μ_y^* et une courbe de Lorenz $L^*(p)$, qui aurait une incidence de la pauvreté d'exactly $P^* = 0.5P_0$, par rapport au seuil pertinent de l'extrême pauvreté z :

$$P^* = \frac{P_0}{2} = L^{*t-1}\left(\frac{z}{\mu_y^*}\right)$$

En particulier, considérons une distribution contrefactuelle des revenus $F^*(y^*)$, où :

¹⁹ Voir, par exemple, Kakwani (1980) et Deaton (1997).

$$(1) \quad y^* = (1+\beta)[(1-\alpha)y + \alpha\mu y], \text{ où } 0 < \alpha < 1 \text{ et } \beta > 0$$

Cette transformation correspond à une hausse neutre du point de vue de la distribution de $\beta\%$ du niveau des revenus de chacun, combiné à une politique de redistribution comprenant une taxation de $100\alpha\%$ des revenus de chacun, suivie de la redistribution des revenus de façon équitable entre toute la population.

On constate aisément que la moyenne de la distribution contrefactuelle résultante serait de $\beta\%$ plus élevée que dans la distribution originale:

$$(2) \quad \mu y^* = (1+\beta)\mu y$$

Il est également vrai que la courbe de Lorenz de la nouvelle distribution deviendrait par conséquent:

$$(3) \quad L^*(p) = (1-\alpha)L(p) + \alpha p$$

et, donc, que le coefficient de Gini de la distribution contrefactuelle serait inférieur de $\alpha\%$ au coefficient de la distribution originale :

$$(4) \quad G^*(y) = (1-\alpha)G(y)$$

Les valeurs de α et de β peuvent être choisies de sorte qu'elles rempliraient les conditions requises des équations (2) et (3), satisfaisant:

$$P^* = \frac{P_0}{2} = L^{*-1}\left(\frac{z}{\mu_y^*}\right)$$

Alors, P^* peut être exprimé comme une fonction de la distribution originale des revenus, du seuil de pauvreté pertinent et des paramètres de simulation α et β :

$$(5) \quad P^* = P^*(\alpha, \beta, F(y), z)$$

Puisque α et β peuvent être choisis indépendamment, il existe dans les faits un degré de liberté dans le choix des paramètres de simulation. En d'autres termes, pour une valeur positive donnée de α ou β , il existera une valeur (positive ou négative) de l'autre paramètre de façon à donner l'équation (5).

Encadré A.1
VÉRIFICATION DE L'ÉQUATION 4

Ce dernier résultat peut être démontré de la façon suivante. Sachant que le coefficient de Gini est donné par :

$$G(y) = \frac{1}{2n^2 \mu_y} \sum_i \sum_j |y_i - y_j|$$

$$\text{Il s'ensuit de (1) que: } |y_i^* - y_j^*| = (1+\beta)(1-\alpha)|y_i - y_j|$$

$$\text{D'où: } \sum \sum |y_i^* - y_j^*| = (1+\beta)(1-\alpha) \sum \sum |y_i - y_j|$$

En divisant par: $2n^2 (1+\beta)\mu_y$:

$$(2n^2 \mu_y^*)^{-1} \sum \sum |y_i^* - y_j^*| = (2n^2 (1+\beta)\mu_y)^{-1} (1+\beta)(1-\alpha) \sum \sum |y_i - y_j|$$

qui donne l'équation (4).

La restriction de l'analyse aux combinaisons de valeurs positives de α et β , pour chaque pays et seuil de pauvreté (F paire (y) z) dans ce rapport, nous permet de considérer l'ensemble des paires (α, β):

$$(6) \quad I(F(y), z) = \{(\alpha, \beta) \mid P^*(\alpha, \beta, F(y), z) = P0/2; \alpha, \beta > 0\}$$

Cet ensemble I est l'ensemble d'isopauvreté pour le pays avec une distribution $F(y)$, par rapport au seuil de pauvreté z . Tracé sur un espace (α, β), il en a été question dans la section 2 en tant que courbe d'isopauvreté. Toute combinaison spécifique d'un taux de réduction des inégalités (α) et d'un taux de croissance économique (β) appartenant à I réduira de moitié l'incidence de la pauvreté par rapport au seuil d'extrême pauvreté z du pays en question.

Il faut tenir compte de trois remarques concernant ces simulations. Premièrement, une réduction de $\alpha\%$ du coefficient de Gini, montrée par l'équation (4), peut correspondre à différentes baisses proportionnelles dans d'autres mesures de l'inégalité. Cependant, tant que la mesure optionnelle de l'inégalité répond à l'axiome de transfert Pigou-Dalton, le changement enregistré en passant de la distribution originale à une courbe de Lorenz contrefactuelle générée sur la base de l'équation (3) correspondra à une baisse.

Deuxièmement, une réduction de $\alpha\%$ du coefficient de Gini se traduira par la nouvelle incidence de la pauvreté donnée par l'équation (5) uniquement si le changement de la courbe de Lorenz est exactement celui envisagé par l'équation (3). Il ne s'agit, bien évidemment, pas d'une situation inévitable. Il existe un grand nombre de transformations différentes de (1) et qui sont cohérentes avec une chute de $\alpha\%$ du coefficient de Gini. Ces transformations n'auront généralement pas pour résultat le changement prévu en matière d'incidence de la pauvreté. Cela est dû au fait que l'incidence de la pauvreté est déterminée par le seuil de pauvreté, le niveau moyen des revenus et la courbe de Lorenz *entière*, et non pas seulement par le coefficient de Gini.

Troisièmement, la nature de cet exercice de simulation devrait être bien comprise. Tout ce qui a été fait vise à établir les différentes combinaisons de croissance des revenus moyens et des réductions proportionnelles des inégalités qui sont statistiquement cohérentes avec les réductions souhaitées de l'extrême pauvreté pour divers pays. L'analyse s'est ensuite centrée sur deux de ces combinaisons : la première, obtenue par l'extrapolation de tendances des années quatre-vingt-dix aux 15 prochaines années, et la seconde, correspondant à une perspective particulière d'une trajectoire "idéale". Aucune tentative n'a été faite d'aborder la question (cruciale) de la cohérence économique entre les taux calculés de croissance et de redistribution. Il est évidemment possible que certains taux de redistribution, en particulier s'ils sont mis en oeuvre par le biais de politiques inefficaces ou coercitives, soient incohérents avec les stimulants destinés à encourager les agents à entreprendre les décisions d'accumulation requises pour les taux de croissance économique envisagés. Il est par conséquent important que cette analyse ne soit pas construite comme un ensemble de simulations de politiques, car elle ne l'est pas.

2. Les micro-scénarios

La seconde étape des simulations, qui a été abordée dans la section 3, fait un pas supplémentaire dans la décomposition statistique des

changements économiques requis pour atteindre un objectif de taux de pauvreté P^* . Pour deux points de l'ensemble d'isopauvreté défini pour chaque pays en ce qui concerne le seuil d'extrême pauvreté proposé par la CEPALC (z_2), cette étape ventile les changements requis en matière de croissance moyenne (β) et d'inégalité (α) en cinq éléments. Les deux points considérés sont les intersections de l'ensemble d'isopauvreté avec la trajectoire historique et l'approximation de l'idéal régional (Maxiland). Ces cinq éléments sont : les variations du taux d'occupation; les variations de la productivité moyenne du capital humain (parfois également appelée la "qualité moyenne des emplois dans l'économie"); les variations en matière de réserve de capital humain; les variations des revenus moyens provenant des transferts publics; et les variations en ce qui concerne les inégalités salariales conditionnelles.

La décomposition se base sur une identité construite. Pour chaque ménage h de la distribution, notons:

$$(7) \quad \frac{y_h}{n_h} = \frac{n_{ah}}{n_h} \left[\frac{n_{th}}{n_{ah}} \frac{y_{th}}{n_{th}} + \frac{y_{ah}}{n_{ah}} + \frac{y_{rh}}{n_{ah}} \right]$$

où y_h correspond au revenu total des ménages; n_h correspond au nombre de membres des ménages, dans lequel n_{ah} sont en âge de travailler (18-65). Parmi eux, n_{th} ont réellement un emploi rémunéré. Supposons que y_{th} correspond au revenu total des ménages provenant du travail; y_{ah} représente le revenu total des ménages provenant d'autres actifs (non humains); et y_{rh} correspond au revenu total des ménages provenant des transferts publics.

En multipliant les termes de l'équation (7) et en simplifiant et en faisant des moyennes de tous les ménages, la valeur ajoutée analogue valable pour toute l'économie peut alors être exprimée de la façon suivante:

$$(8) \quad E_h \left(\frac{y_h}{n_h} \right) = \frac{\sum y_h}{\sum n_h} = \frac{\sum y_{th}}{\sum n_h} + \frac{\sum y_{ah}}{\sum n_h} + \frac{\sum y_{rh}}{\sum n_h}$$

Supposons que $d = \sum n_{ah} / \sum n_h$; $t = \sum n_{th} / \sum n_{ah}$; y_a correspond au revenu moyen provenant d'actifs des ménages par adulte ($y_a = \sum y_{ah} / \sum n_{ah}$) et y_r correspond le revenu moyen provenant des transferts des ménages par adulte ($y_r = \sum y_{rh} / \sum n_{ah}$). Puis, notons que pour chaque travailleur

individuel i , les revenus provenant du travail sont liés au niveau d'éducation d'après:

$$y_{ii} = \text{Exp}[\kappa + 0.1S_i + \varepsilon_i]$$

où S_i correspond au nombre d'années de scolarité suivies par l'individu i . A partir de ces données, on calcule $h = E_i(\text{Exp}[0.1S_i + \varepsilon_i])$, ayant été défini ici comme la réserve moyenne de capital humain. Il devient alors possible de définir $q = \text{Exp}\kappa = E_i(y_{ii})/h$, de façon résiduelle.

Notons que:

$$\mu(y) = E_h\left(\frac{y_h}{n_h}\right) = \frac{\sum y_h}{\sum n_h}$$

(8) peut être reformulée comme suit:

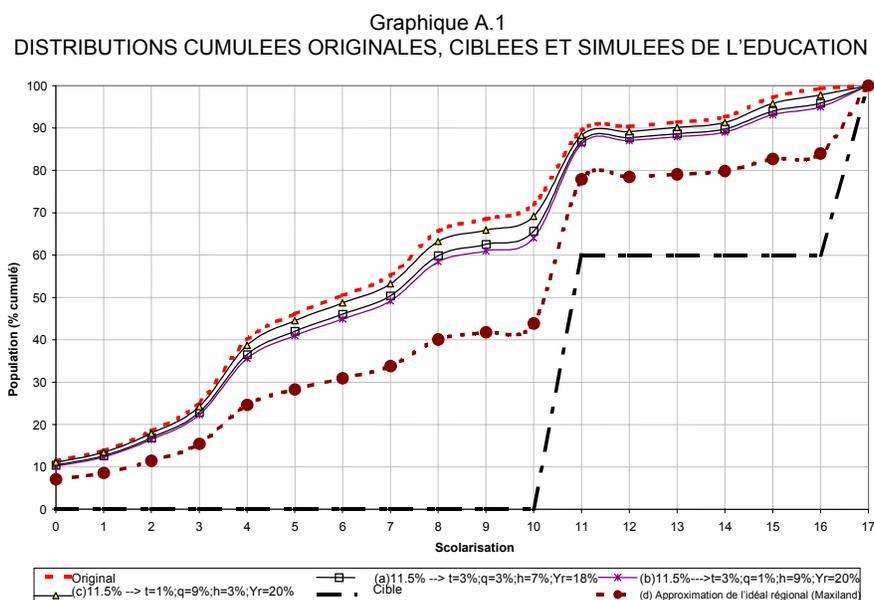
$$(8) \quad \mu(y) = d[tqh + y_a + y_r],$$

qui est construite comme une identité et n'implique pas d'estimation économétrique. Notons que chaque variable a une interprétation économique spécifique: d , qui est le nombre d'adultes par rapport à la population totale, est l'inverse du taux de dépendance; t , qui est la proportion d'adultes employés, est le taux d'occupation; q , défini comme précédemment, est la productivité moyenne du capital humain, ou une mesure de la "qualité" moyenne de la correspondance entre travailleurs et emplois dans l'économie; h est une mesure approximative de la réserve de capital humain dans l'économie, basé sur la moyenne internationale estimée des fruits de l'éducation de 10% calculée par Psacharopoulos, G. (1994); y_a est le revenu moyen provenant des actifs; et y_r est le revenu moyen provenant des transferts.

Il s'ensuit que la croissance économique globale simulée dans les macro-scénarios comme $(1+\beta)\mu$ peut être obtenue par le biais de différentes combinaisons de variations dans les taux du côté droit de l'identité ci-dessus. En particulier, si le choix est fait en vue de maintenir inchangés le taux de dépendance et les revenus provenant des actifs, nous aurons:

$$(1 + \beta)\mu(y) = d[(1 + \delta_t)t(1 + \delta_q)q(1 + \delta_h)h + y_a + (1 + \delta_r)y_r]$$

Les changements dans chaque paramètre individuel δ sont simulés directement, à l'exception de $\delta_{h,r}$ qui correspond aux changements en matière de stock de capital humain, et par conséquent de distribution entière des années de scolarité par rapport à la population. La valeur moyenne requise pour h pourrait être obtenue à partir d'un nombre infini de transformations différentes de la distribution observée des années de scolarité, $G(E)$. Afin d'éviter toute ambiguïté, dans tous les cas les chercheurs ont choisi de simuler la distribution contrefactuelle requise de l'éducation comme une combinaison convexe de la distribution observée et d'une distribution "objectif" des années de scolarité $T(E)$, ayant été proposée pour l'idéal régional (Maxiland) comme : $G^* = kG(E) + (1-k)T(E)$, où k est déterminé de façon à accroître h par un facteur $(1 + \delta_h)$. La procédure est illustrée de façon graphique ci-dessous (voir graphique A.1):



La distribution contrefactuelle simulée des revenus dans cette étape a requis des changements aux niveaux de l'éducation, du taux d'occupation et dans certaines sources de revenus aux échelons des ménages et individuel. Il n'est pas garanti, de toute évidence, que le niveau global des inégalités pour la distribution contrefactuelle soit identique à celui généré au niveau global (macro) par l'équation (4) : $G^*(y) = (1-\alpha)G(y)$. Par conséquent, en vue d'assurer la cohérence entre les micro- et macro-simulations, il faut procéder à un ajustement final. Cela est

effectué par une hausse ou une baisse, en fonction des nécessités, de la variance des ε_i résiduels dans les gains individuels de l'équation définie précédemment :

$$y_{ii} = \text{Exp}[\kappa + 0.1S_i + \varepsilon_i]$$

Une fois effectué cet ajustement, qu'il a été confirmé que le vecteur δ est cohérent avec le paramètre β de macro-simulation de croissance et que l'inégalité de la distribution contrefactuelle provenant de la micro-simulation est cohérente avec le paramètre α de macro-simulation des inégalités, la simulation est complète.

B. Annexe statistique

L'analyse présentée dans ce rapport a principalement porté sur le registre unitaire des données sur les ménages provenant des enquêtes sur les ménages suivantes, conduites par des organismes nationaux de statistique dans chaque pays. Les dénominations des enquêtes, leur couverture et la taille des échantillons figurent dans le tableau B.1 ci-dessous. Le tableau comprend également le nom de la monnaie de chaque pays et la parité de pouvoir d'achat (PPA) appliqué à chacune d'entre elles.

Tableau B.1
ENQUETES SUR LES MENAGES ET TAUX DE CHANGE

Pays	Dénomination de l'enquête sur les ménages	Date de référence de l'enquête	Étendue de l'enquête	Taille de l'échantillon	Monnaie nationale	Taux de change PPA
Argentine	Encuesta Permanente de Hogares	Octobre 1999	28 agglomérations urbaines	24 079 ménages	Peso	1,213
Bolivie	Encuesta Continua de Hogares	Novembre 1999	Nationale	3 035 ménages	Bolivianos	0,427
Brésil	Pesquisa Nacional por Amostragem de Domicílios	Septembre 1999	Nationale	80 972 ménages	Real	1,682
Chili	Caracterización Socioeconómica Nacional (CASEN)	Novembre 1998	Nationale	48 107 ménages	Peso	0,004
Colombie	Encuesta Nacional de Hogares	Septembre 1999	Nationale	34 882 ménages	Peso	0,002
Costa Rica	Encuesta de Hogares de Propósitos Múltiples	Juillet 2000	Nationale	9 830 ménages	Colón	0,011

(à suivre)

Table B.1 (conclusion)

Pays	Dénomination de l'enquête sur les ménages	Date de référence de l'enquête	Étendue de l'enquête	Taille de l'échantillon	Monnaie nationale	Taux de change PPA
République Dominicaine	Encuesta Nacional de Gastos e Ingresos de los Hogares	Octobre 1997– Octobre 1998	Nationale	4 810 ménages	Peso	0,195
Equateur	Encuesta de Condiciones de Vida	Octobre 1998– Septembre 1999	Nationale	5 824 ménages	Sucres	0,0003
El Salvador	Encuesta de Hogares de Propósitos Múltiples	1999	Nationale	16 164 ménages	Colón	0,188
Guatemala	Encuesta Nacional de Ingresos y Gastos Familiares	Mars 1998– Mars 1999	Nationale	7 139 ménages	Quetzal	0,415
Honduras	Encuesta Permanente de Hogares	Mars 1999	Nationale	6 611 ménages	Lempira	0,204
Mexique	Encuesta Nacional de Ingresos y Gastos de los Hogares (ENIGH)	Juillet– Septembre 2000	Nationale	10 108 ménages	Peso	0,157
Nicaragua	Encuesta Nacional de Hogares sobre Medición de Nivel de Vida	Avril– Août 1998	Nationale	4 209 ménages	Córdoba	0,463
Panama	Encuesta de Hogares	Août 1999	Nationale	10 229 ménages	Balboa	2,414
Paraguay	Encuesta Permanente de Hogares	Août– Décembre 1999	Nationale	5 101 ménages	Guaraní	0,0008
Pérou	Encuesta Nacional de Niveles de Vida	2000	Nationale	3 995 ménages	Sol	0,663
Uruguay	Encuesta Continua de Hogares	1999	Zones urbaines	18 280 ménages	Peso	0,118
Venezuela	Encuesta de Hogares por Muestreo	Juillet– Décembre 1999	Nationale	16 127 ménages	Bolívar	0,0023

Source : Calculs établis par les auteurs sur la base des enquêtes sur les ménages des pays respectifs.

Deux ensembles d'ajustements ont été faits aux données provenant de chacune de ces enquêtes. Premièrement, tous les ménages ayant un revenu par habitant nul ont été exclus de l'échantillon. Deuxièmement, tous les ajustements de la CEPALC ont été utilisés pour corriger la sous-signalisation. Les ajustements tels que ceux suggérés par la CEPALC pour la plupart des enquêtes sur les ménages réalisées en Amérique latine et dans les Caraïbes pour faire correspondre les larges agrégats résultant de ces enquêtes avec les ordres de grandeur estimés pour les mêmes valeurs provenant de la comptabilité nationale. Les ajustements varient d'un pays à l'autre, de même que les besoins varient d'une enquête à l'autre. En général, les ajustements les plus courants concernent: (i) des corrections de la sous-signalisation des revenus provenant des transferts, souvent réalisées en augmentant l'échelle de cette source de revenus pour toutes les unités récipiendaires de façon à créer des agrégats compatibles avec les données relatives aux dépenses publiques; (ii) une correction similaire de la sous-signalisation des revenus provenant du capital, réalisées en augmentant l'échelle de ces revenus déclarés par le quintile supérieur de la distribution des revenus des ménages par habitant; et (iii) une

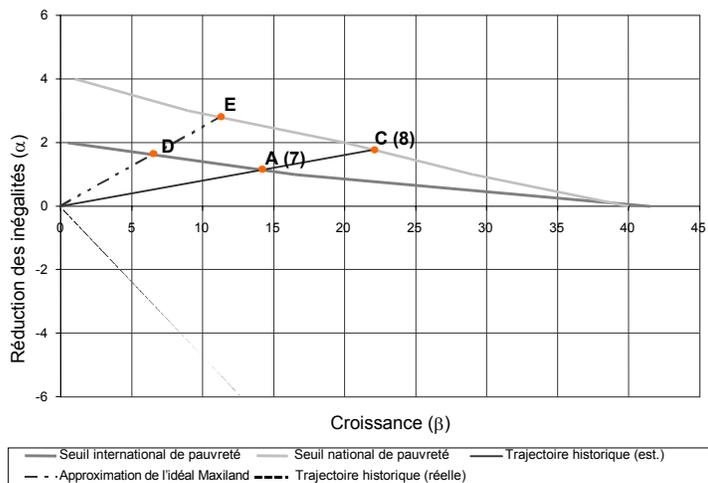
correction à la hausse des revenus déclarés par les ménages propriétaires de leur logement (au lieu du loyer imputé). Voir CEPALC (2001) pour de plus amples informations à ce sujet.

Enfin, puisque ce rapport fait partie d'un projet international de recherche et qu'il est par conséquent important de permettre les comparaisons entre pays, les résultats sont présentés pour tous les pays en dollars américains de 1999. Les monnaies des pays ont été converties en dollars américains de 1999 en utilisant les taux de changes PPA basés sur l'IPC de 1993 publiés par la Banque Mondiale. Etant donné que ces taux sont disponibles uniquement à partir de 1993, les taux d'inflation de l'IPC en monnaies nationales et en dollars américains ont été pris en compte. Cela a été réalisé en multipliant les monnaies nationales par le facteur suivant, qui est donné dans la dernière colonne du tableau B.1:

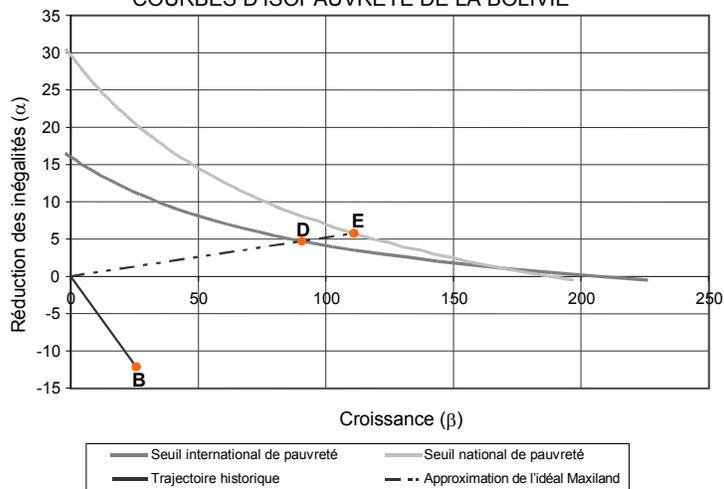
$$e_{ct} = \frac{MNS_{juin\ 1993}}{MNS_t} \cdot \frac{US(PPP)_{1993}}{MNS_{juin\ 1993}} \cdot \frac{US_{juin\ 1999}}{US_{juin\ 1993}}$$

où c correspond au pays et t correspond au (principal) mois (et année) de référence de l'enquête. Le terme 1 du côté droit (RHS) est l'inverse de l'IPC national (urbain et rural; base juin 1993 = 1) pour la période t; le terme 2 RHS est le taux de change de parité de pouvoir d'achat basée sur l'IPC original de 1993 pour un pays c; le terme 3 RHS correspond à l'IPC américain, avec une base de juin 1993. Il est de 1,15 et traduit l'inflation cumulée des États-Unis de juin 1993 à juin 1999.

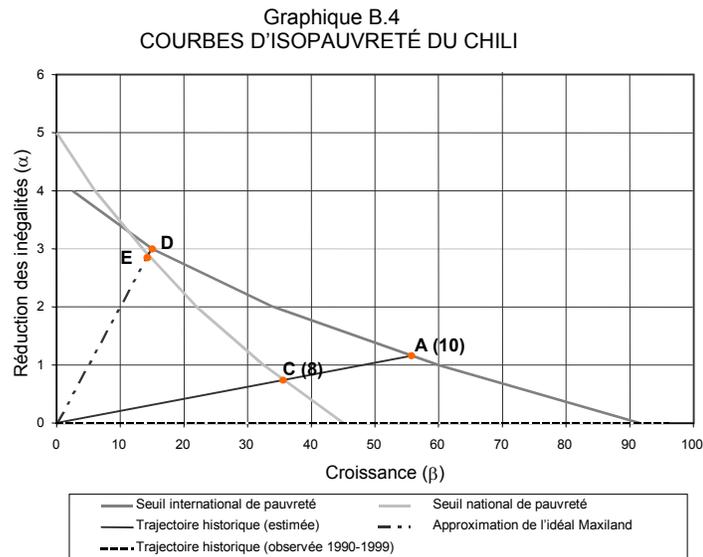
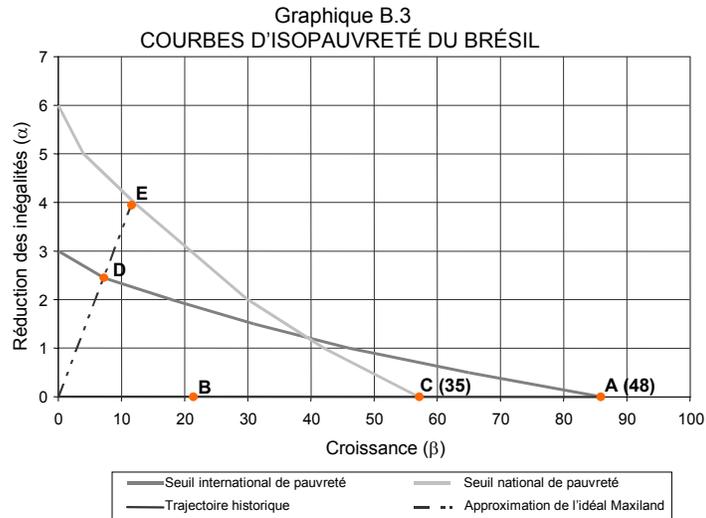
Graphique B.1
COURBES D'ISOPAUVERTE DE L' ARGENTINE



Graphique B.2
COURBES D'ISOPAUVERTE DE LA BOLIVIE

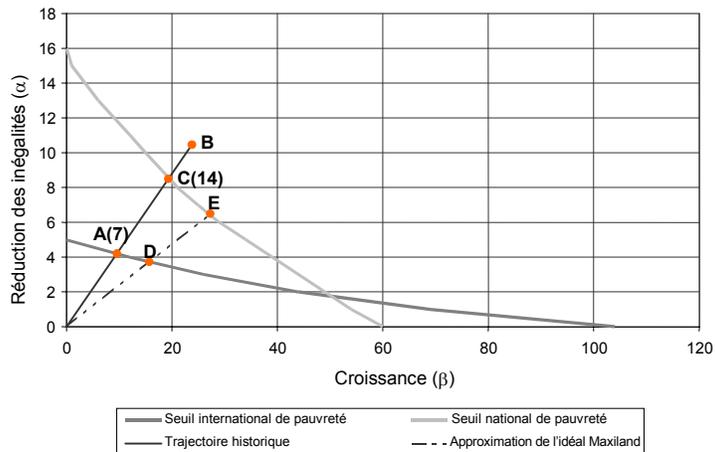


Source: Pour les graphiques B1 et B2: calculs établis par les auteurs sur la base des enquêtes sur les ménages des pays respectifs.

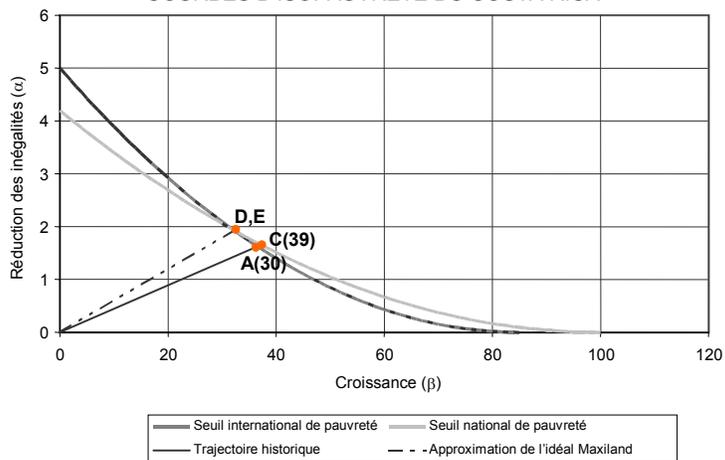


Source: Pour les graphiques B3 et B4: calculs établis par les auteurs sur la base des enquêtes sur les ménages des pays respectifs.

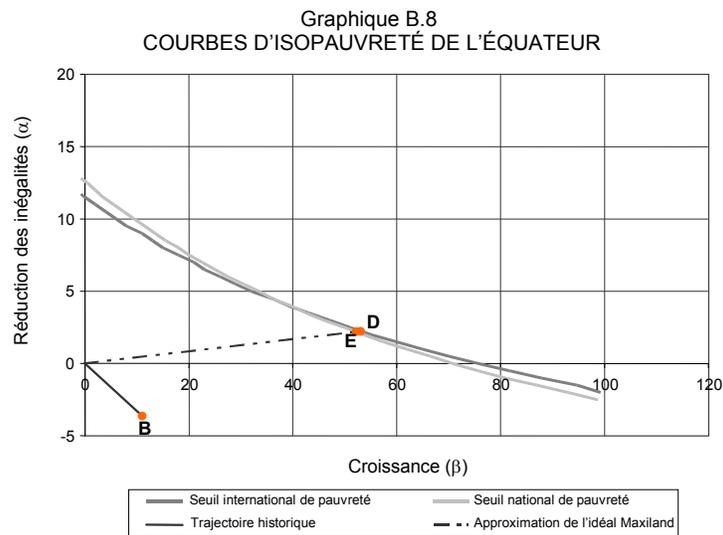
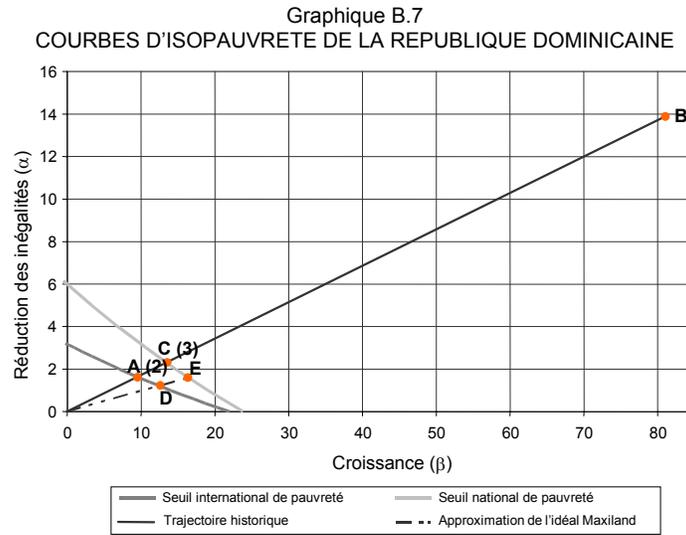
Graphique B.5
COURBES D'ISOPAUVRETE DE LA COLOMBIE



Graphique B.6
COURBES D'ISOPAUVRETE DU COSTA RICA

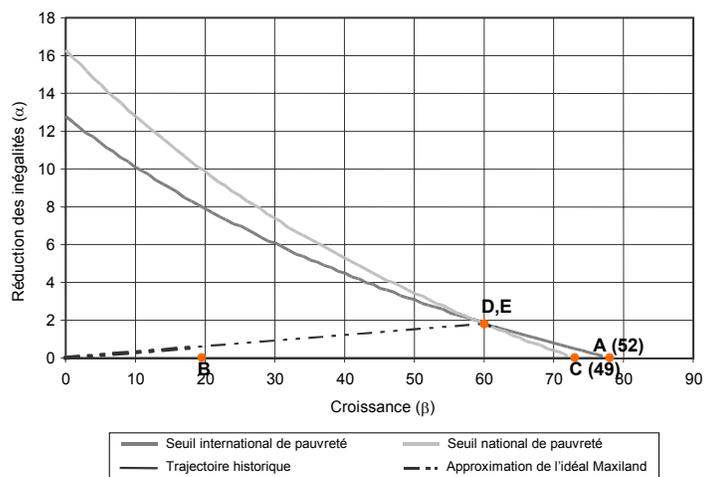


Source: Pour les graphiques B5 et B6: calculs établis par les auteurs sur la base des enquêtes sur les ménages des pays respectifs.

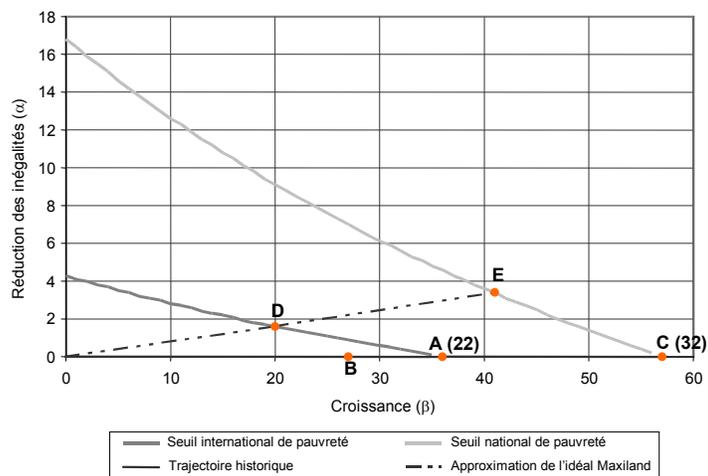


Source: Pour les graphiques B7 et B8: calculs établis par les auteurs sur la base des enquêtes sur les ménages des pays respectifs.

Graphique B.9
COURBES D'ISOPAUVERTE D'EL SALVADOR

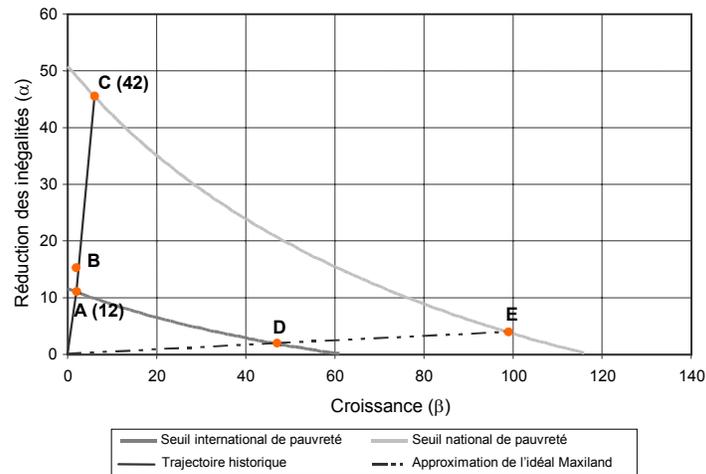


Graphique B.10
COURBES D'ISOPAUVERTE DU GUATEMALA

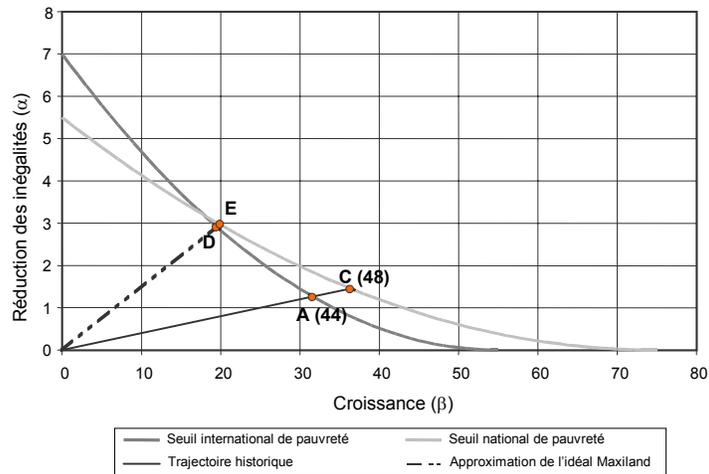


Source: Pour les graphiques B9 et B10: calculs établis par les auteurs sur la base des enquêtes sur les ménages des pays respectifs.

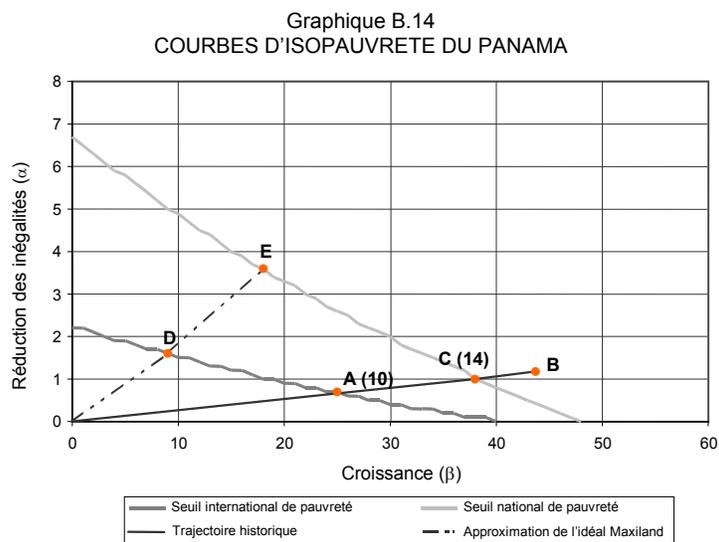
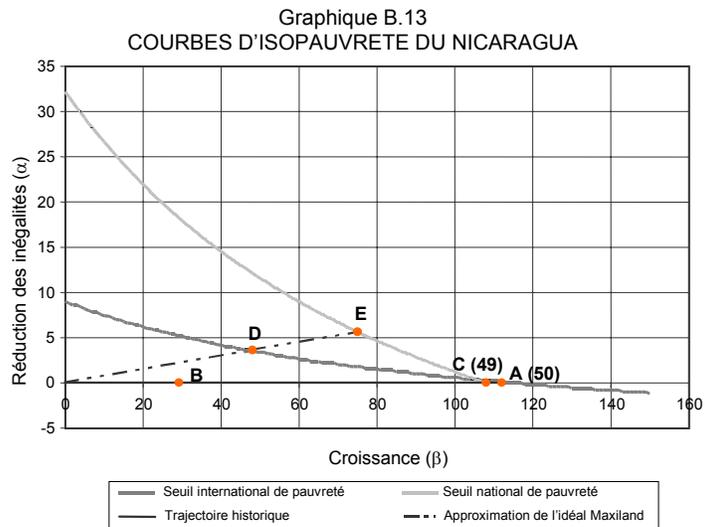
Graphique B.11
COURBES D'ISOPAUVERTE DU HONDURAS



Graphique B.12
COURBES D'ISOPAUVERTE DU MEXIQUE

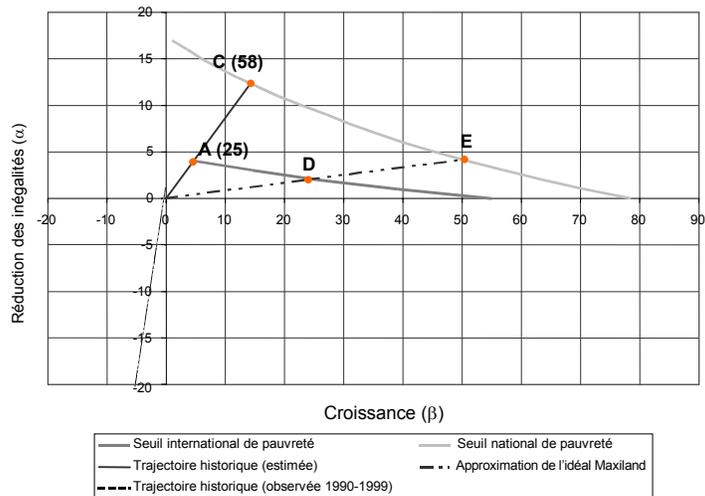


Source: Pour les graphiques B11 et B12: calculs établis par les auteurs sur la base des enquêtes sur les ménages des pays respectifs.

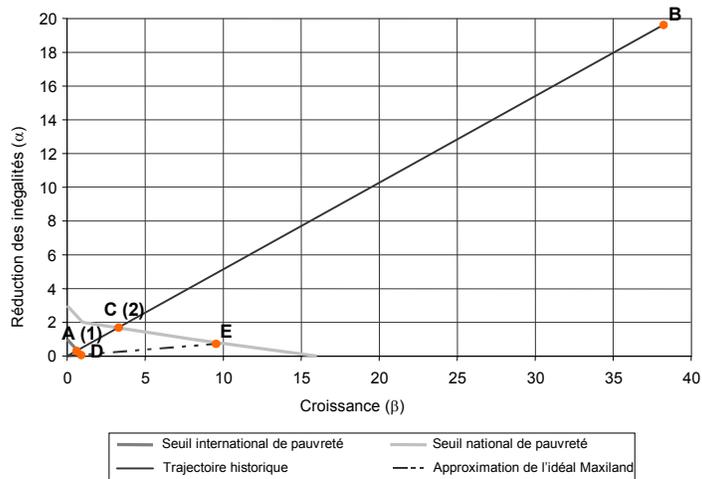


Source: Pour les graphiques B13 et B14: calculs établis par les auteurs sur la base des enquêtes sur les ménages des pays respectifs.

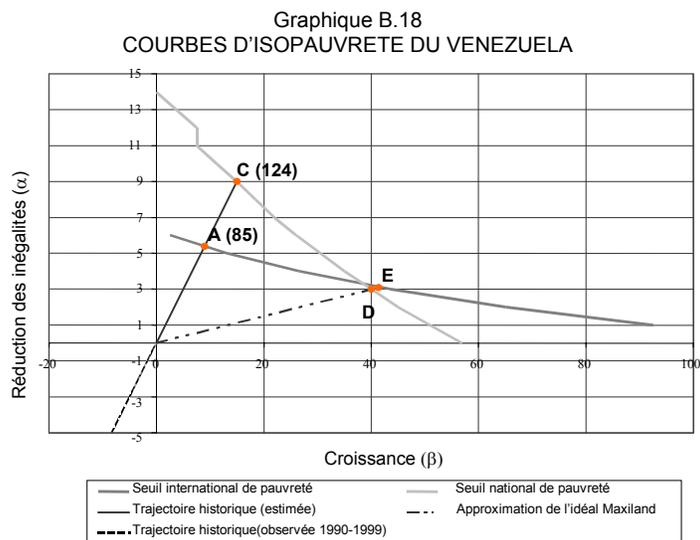
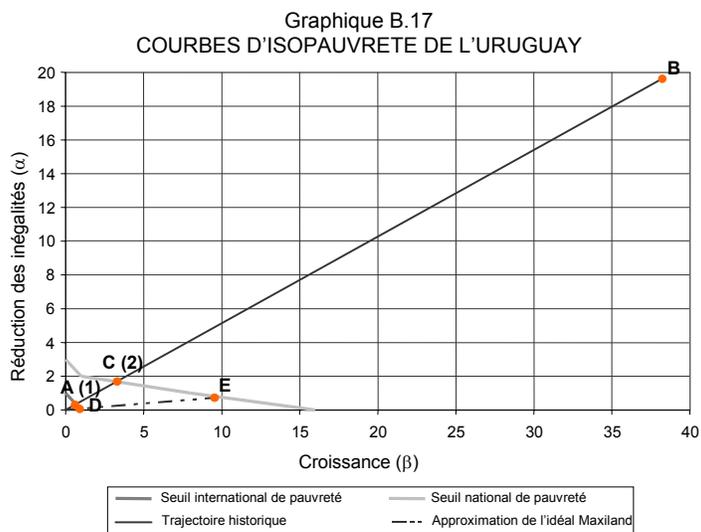
GRAPHIQUE B.15
COURBES D'ISOPAUVERTE DU PARAGUAY



Graphique B.16
COURBES D'ISOPAUVERTE DU PEROU



Source: Pour les graphiques B15 et B16: calculs établis par les auteurs sur la base des enquêtes sur les ménages des pays respectifs.



Source: Pour les graphiques B17 et B18: calculs établis par les auteurs sur la base des enquêtes sur les ménages des pays respectifs.